

prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés,

UNISSEZ-VOUS !

MENSUEL - FEVRIER 1971
CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON
CORRESPONDANCE :
BP 47 LYON-PREFECTURE
PRIX : 1 F - N° 3

FRONT ROUGE

journal de combat marxiste-léniniste

LA COMMUNE VAINCRA !

Le 18 mars 1871, les ouvriers parisiens venaient de faire leur propre expérience de la nature de la société : une société divisée en 2 classes antagoniques dont la première, la bourgeoisie, avait pendant des années fait payer durement à l'ouvrier l'expansion industrielle dont elle était la seule à profiter, avait étalé au grand jour son luxe et sa corruption, avait imposé au peuple une guerre de rapines impérialiste, avait ensuite perdu cette guerre, pour capituler quelques mois plus tard devant l'invasion, malgré les promesses de résistance qui avaient été faites. Un gouvernement républicain avait bien succédé, le 4 septembre, au gouvernement impérial mais les travailleurs n'en avaient pas senti les bienfaits ; ils avaient du supporter seuls le siège de Paris, et leur ardeur patriotique avait été trahie par le gouvernement de "Défense Nationale". Une chose commençait à être claire ; la seule patrie des ouvriers, c'est le fric, et l'ouvrier a tort de verser son sang pour une cause qui n'est pas la sienne.

Le 18 mars, quand la bourgeoisie voulut ôter aux parisiens les armes et les canons qu'ils avaient fondus avec l'argent de leurs collectes, le vase déborde. Ce fut l'insurrection ; la première insurrection prolétarienne du monde qui ne remit pas ensuite le pouvoir à un nouveau gouvernement bourgeois. Un pouvoir nouveau, la Commune, allait régner pendant 2 mois à Paris. Ce pouvoir, c'était la dictature du prolétariat.

La Commune de Paris qui fut ensuite écrasée dans une monstrueuse boucherie organisée par la bourgeoisie, qui fut calomniée par tous les plumitifs bourgeois et déformée par les faux communistes, n'en reste pas moins vivante après un siècle de tentatives d'enterrement. Et cela pour une raison simple : la Commune de Paris, par son existence, aussi courte fut-elle, donnait à tous les prolétaires du monde, à tous les peuples opprimés cette leçon essentielle : la classe ouvrière doit, pour s'émanciper, s'emparer des armes, détruire et coups de fusils l'Etat qui sert les classes exploiteuses et instaurer le pouvoir de sa classe sur les ruines du vieux monde : la dictature du prolétariat.

Cette leçon de la Commune, si importante pour la suite que Marx l'ajouta dans la seule correction qu'il fit au Manifeste Communiste, a rendu immortelle l'insurrection de 71. Les principes de la Commune, découverts par les masses révolutionnaires elles-mêmes, continueront d'être actuels tant que la bourgeoisie restera au pouvoir, renforçant sans cesse l'oppression des peuples. Ce sont les principes de la Commune qui ont guidé les bolchéviques au moment de la Révolution d'Octobre, ce sont eux aussi qui

vivante : c'est avec les méthodes des communards que luttèrent les masses révolutionnaires chinoises, pour renforcer la dictature du prolétariat et briser la résistance des responsables engagés dans la restauration du capitalisme. Les Comités Révolutionnaires, nouveaux organes du pouvoir prolétarien furent mis en place selon le modèle inventé par Paris insurgé.

Aujourd'hui, c'est toute la jeunesse révolutionnaire du monde qui s'inspire de l'exemple des Commu-



Une barricade à Ménilmontant

ouvrirent la voie à des centaines de millions de révolutionnaires, de 1871 à nos jours, ce sont eux enfin qui guident la levée en masse de tous les peuples opprimés qui commencent à s'opérer aujourd'hui. En Chine, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne a démontré récemment à quel point la tradition de la Commune de Paris demeure

vivante, pour monter à l'assaut du vieux monde. Les barricades de Mai 68 étaient défendues par des milliers de jeunes ouvriers et étudiants, qui se voulaient fidèles à l'héroïsme révolutionnaire des anciens fédérés.

Pour notre pays, les principes de la Commune - détruire l'Etat bourgeois par la guerre civile révolutionnaire - sont encore le seul

recours des ouvriers parqués dans les usines-prisons, subissant les cadences, les brimades et les assassinats quotidiens, le seul recours du jeune qui a son avenir bouché par le capitalisme, qui subit le chômage ou l'enseignement bourgeois, le seul recours de tous ceux qui ont compris, devant la répression de Mai 68 à Sochaux, Flins et au Quartier Latin, que la nature du pouvoir d'Etat n'a pas changé depuis la Commune, que la bourgeoisie est toujours prête à tous les mauvais coups contre les masses révolutionnaires.

Nous allons mener campagne à l'occasion du centenaire de la Commune de Paris, non pas pour "commémorer", mais pour montrer aux versaillais d'aujourd'hui que le flambeau des Communards a été repris. En 1971, à un moment où le capitalisme est à son agonie, l'heure de la revanche n'est plus très loin ; et nous ne commettrons pas les mêmes erreurs que les révolutionnaires du siècle dernier : nous aurons un Parti Communiste centralisé pour diriger la révolution prolétarienne armée et ne plus faire de cadeaux à la bourgeoisie. Etre fidèle à la Commune de Paris, c'est cela : reprendre la même lutte que les Communards en sachant qu'on n'obtient rien par les urnes mais tout par la violence, tout par les armes.

Les bourgeois vont faire du centenaire de la Commune de Paris un succès de librairie. Les révisionnistes en feront une campagne de remise de cartes en falsifiant autant que possible l'histoire, pour faire dire à la Commune ce qu'elle ne dit pas : "le passage pacifique au socialisme" ! Nous n'allons pas laisser faire ces charognes ; nous allons montrer, en frappant tous les symboles versaillais qui jalonnent notre pays et en rendant hommage aux Communards, que la bourgeoisie, qui a consolidé son pouvoir sur le sang des prolétaires, devra payer tôt ou tard le prix du sang, que c'est sur son corps que nous édifierons le nouveau pouvoir prolétarien gagné par nos fusils.

Il faut former dès maintenant des équipes d'action et de propagande sur la Commune ; il faut que les jeunes révolutionnaires se mobilisent largement ; il faut annoncer l'heure de la revanche.

VIVE LA COMMUNE !

Sommaire

- P. 3 Amiens, échec à la répression.
- P. 4-5 Le nouvel essor des luttes lycéennes.
- P. 6-7 Les nouvelles formes de lutte de la classe ouvrière. - Batignolles/Nantes.
- P. 8 Pompidou en Afrique.
- P. 9 Dans la citadelle de l'impérialisme US.
- P. 10 Que devient l'UNEF ?
- P. 11 A la Croix-Rousse (Lyon) unité de la population autour des révolutionnaires.
- P. 12 La Commune n'est pas morte ! Extraits du Manifeste des Communeux.

"FRONT ROUGE" DEVIENT MENSUEL

Un certain nombre de critiques concernant les numéros 1 et 2 du "Front Rouge" nous sont parvenues. Celles-ci portent essentiellement sur le contenu du journal. En effet, les numéros 1 et 2 n'ont pas répondu aux nécessités du travail de la période sur le front de la jeunesse, sa destination, définie dans les éditoriaux du 1 et du 2, — à savoir être une arme pour l'édification du mouvement révolutionnaire de la jeunesse — n'est pas apparue clairement dans l'ensemble du contenu des numéros 1 et 2.

Dans ce numéro 3, nous nous efforçons de corriger ces erreurs en traitant de la lutte dans les lycées qui connaît aujourd'hui un nouvel essor.

Mais l'avancée du travail en direction de la jeunesse ne nous permet pas de tenir ce front avec une périodicité fréquente. Aussi avons-nous estimé préférable de rendre "Front Rouge" mensuel pour l'instant, tout en ayant pour perspectives, en liaison avec les progrès de l'organisation de la jeunesse, de pouvoir en faire d'ici quelques mois, un bimensuel voire même un hebdomadaire.

Enfin, la tendance de faire de "F.R." un journal général traitant de l'actualité sur tous les fronts, aurait pu aboutir à en faire un centre (tout journal communiste est un organisateur) autour duquel se serait organisé la lutte sur tous les fronts de combat. Ceci ne saurait être le cas. Les expériences passées doivent nous aider à comprendre qu'une telle orientation si elle avait été maintenue, aurait permis le développement du légalisme et de l'opportunisme de droite.

Pour que "Front Rouge" extirpe cette tendance à être un journal général d'agitation, pour qu'il devienne une arme effective pour le travail sur le front du mouvement de la jeunesse, il faut que nos camarades et nos lecteurs prennent fermement en mains la tâche de l'édification de "Front Rouge" en lui adressant articles, informations et critiques ainsi qu'en prenant les mesures effectives de soutien financier (réglement régulier, bons de soutien, souscriptions, etc.)...

Vive "Front Rouge", arme des marxistes-léninistes sur le front de la jeunesse !

Les règlements doivent s'effectuer au CCP
FRONT ROUGE
204-51 LYON
La correspondance être adressée à :
Boîte Postale 47
LYON-PREFECTURE



A l'occasion du Centenaire de la Commune, une brochure ML sera éditée.
Passez d'ores et déjà vos commandes
A :
FRONT ROUGE
BP 47
LYON-PREFECTURE

SOUSCRIPTION

Antony	50 F
Villefranche	60 F
M.A. (Rhône)	60 F
Anonyme	100 F
Groupe lycéen (Nîmes)	30 F
C.V. (Charente Maritimes)	50 F
Lyon	50 F
Fontenay-aux-Roses	50 F
A.D. (St-Etienne)	50 F
TOTAL	495 F

Compter sur ses propres forces n'est pas une phrase en l'air. Front Rouge sera votre journal parce qu'il vivra de votre argent, de votre soutien par vos envois d'articles, de critiques, par votre travail de diffusion. Soutien politique et soutien financier sont indissociables. Dès à présent, il est du devoir de chaque camarade d'aider financièrement

Front Rouge à vivre et à se développer, en prenant en main le soutien financier du journal.

Une souscription est ouverte.

Commandez des carnets de bons de soutien et organisez en la diffusion, réglez les bons de soutien que vous avez déjà reçu.

RECTIFICATIF

Dans le n° 1, un oubli rendait incompréhensible une note de la rédaction dans l'article intitulé : "Abou Fadi vous parle."

Cette note renvoyait à la

phrase suivante "Le Fath est une avant-garde, un seul mouvement et nous appliquons à l'intérieur de ce mouvement le centralisme démocratique. Ce n'est pas un front".

ECOUTEZ LES ONDES REVOLUTIONNAIRES

PEKIN :

18 h 30 - 19 h 30
sur 45,7 : 25,8 mètres
19 h 30 - 20 h 30
sur 45,7 : 25,8 mètres
20 h 30 - 21 h 30
sur 42,5 : 25,8 mètres
21 h 30 - 22 h 30
sur 42,7 : 42,4 : 19,9 mètres

TIRANA :

17 h
sur 31 et 42 mètres
22 h
sur 31,42 et 215 mètres
23 h 30
sur 31 et 41 mètres

N.B. : Les longueurs d'onde indiquées renvoient aux ondes courtes (sauf Tirana : 215 m : ondes moyennes).



Front Rouge arme de la jeunesse contre ses ennemis.

ABONNEZ - VOUS

Camarades,

Les abonnements représentent pour nous une aide importante. Prenez cette question au sérieux :

Abonnez-vous ! Faites des abonnements autour de vous !

Abonnement : 1 an - 10 F
Abonnement de soutien : 50 F

Nous signalons à nos abonnés, qu'en raison du changement de périodicité de Front Rouge, (qui passe mensuel), les abonnements de 6 mois (10 F) sont reportés sur 1 an. Ils recevront 12 numéros sur 1 an.

Camarades,

Les charges sont très difficiles à supporter pour un journal qui ne compte que sur ses lecteurs, que sur ses propres forces. La bourgeoisie ne fait pas de cadeaux à la presse révolutionnaire. Tout règlement non-effectué affaiblit la presse révolutionnaire et le mouvement révolutionnaire.

Aussi, nous lançons un appel pressant à tous nos diffuseurs :

CAMARADES, REGLEZ VOS DETTES !

ABONNEMENT 1 AN : 10 F

COURRIER DES LECTEURS

Désormais nous tiendrons régulièrement cette rubrique qui constitue un lien entre les lecteurs et le journal.

FRONT DE LIBERATION DE LA COTE DES SOMALIS

COMMANDEMENT REVOLUTIONNAIRE

Cher Camarade,
C'est avec un grand plaisir que je viens vous écrire cette lettre afin de souhaiter avec les camarades et compagnons d'armes mes meilleurs vœux pour l'année nouvelle 1971. Que 1971 soit une année de combat contre le colonialisme, l'impérialisme et le révisionnisme moderne.

J'ai bien reçu votre Front Rouge le journal de combat marxiste-léniniste, servir le peuple. A mon tour je vous adresse notre bulletin "la marche" du 31/12/70.

Je vous quitte en restant indéfectiblement attaché à la cause commune de l'internationalisme prolétarien.

Avec salut chaleureux décidé à vaincre !

Vive les ML de France !
Vive les ML, la pensée invincible de Mao-Tsé-Toung !
Vive la Révolution Mondiale !

REPOSE

Nous espérons que ce numéro répond en partie aux questions que tu te poses sur l'organisation des lycéens.

Front Rouge doit aider le mouvement de la jeunesse à s'unir et à se lier toujours plus au combat de la classe ouvrière. C'est la raison pour laquelle Front Rouge ouvre ses colonnes aux luttes de la jeunesse intellectuelle et ouvrière. Mais il faut non seulement informer la jeunesse des luttes qui se déroulent dans les lycées, les CET, les facs ; il faut encore et surtout se servir de ces luttes pour amener les jeunes dans leur combat quotidien et les éduquer dans la perspective de la révolution prolétarienne. C'est ce que Front Rouge, aidé de ses correspondants, diffuseurs et lecteurs, s'emploiera à faire.

Chers Camarades,
Je viens de recevoir pour la première fois votre journal Front Rouge n° 2.

...Dans mon lycée, nous sommes un groupe de camarades qui essayons d'organiser les lycéens et de mener une lutte. Or vous dites : "Le mouvement de la jeunesse doit s'avancer dans sa construction ; c'est le rôle de Front Rouge que de l'y aider".

Aussi j'aimerais savoir comment pensez-vous organiser la jeunesse et les forces progressistes, quels sont vos moyens et vos buts.

D'autre part, comment fait-on pour s'abonner, car je n'ai pas encore vu votre journal dans les kiosques.

J'espère que vous me répondrez pour m'aider à lutter.

Amitié révolutionnaires
A.M. - Yvelines (78)

LETTRE D'UN CAMARADE DE CLERMONT-FERRAND

Un camarade de Clermont-Ferrand nous a envoyé une lettre de laquelle nous extrayons le passage suivant relatif au style stéréotypé :

Qu'est-ce que le style stéréotypé ? Il se manifeste dans nos revues, dans nos journaux par l'emploi de métaphores empruntées aux traductions approximatives de la langue et des modes d'expression propres à la culture spécifique de la Chine. Exemples pris autrefois dans le florilège d'HR : "les spasmes délirants", "les cloportes venimeux" etc. Or ces expressions n'existent pas dans le langage populaire français : elles sont donc étrangères au prolétariat français qui ne voit là qu'un exotisme de plus : pour lui nous sommes seulement des "maoïstes" qui parachutent de façon dogmatique la révolution chinoise en France, alors que nous devons refléter dans nos revues, dans

nos journaux l'expression vivante des luttes et de ce qu'éprouvent le prolétariat et le peuple français.

D'une manière générale le style stéréotypé est un sérieux obstacle à la propagation de nos idées parce qu'avec nos formules ampoulées et toutes faites nous ne parlons pas le même langage que le peuple qui ne nous comprend pas, et qui se méfie de nos idées, si justes soient-elles, parce qu'elles ne correspondent qu'à des formules toutes faites coupées de la vie et issues des livres.

Bien plus le langage stéréotypé est non seulement un obstacle très sérieux à la communication, mais surtout il faut l'évincer parce qu'il est un signe d'un phénomène beaucoup plus grave : le signe que nous sommes coupés des masses et que nous sombros dans le dogmatisme, la scholastique, le marxisme n'est alors qu'une métaphysique ossifiée, compréhensible aux seuls membres d'une secte. Balayer l'opportunisme de nos rangs c'est balayer en même temps le style stéréotypé.

A Amiens, après le suicide de Francis

JEUNES OUVRIERS ET LYCÉENS A L'ATTAQUE !

Francis, 15 ans, un élève de classe pratique, de la cité scolaire d'Amiens, a été trouvé pendu, le jour de la rentrée des vacances de Noël. Suicide dit-on, mais qu'en est-il en réalité ?

Avant les vacances de Noël, Francis avait emprunté un porte-monnaie à l'un de ses camarades. Le proviseur, soucieux de l'ordre de la justice et de la légalité, a pris les mesures, qui, selon lui, s'imposent : EXCLUSION, il pourra toujours se faire réinscrire ailleurs ! Se sentant ainsi rejeté, marqué définitivement, Francis a annoncé la nouvelle à ses parents après les fêtes de l'an et a mis fin à ses jours.

Qui est responsable de cet assassinat ? Car il faut parler d'assassinat devant l'acte irresponsable de l'administration, qui n'a même pas jugé bon de réunir le conseil de discipline pour renvoyer Francis. Pensez-vous, un élève de classe pratique ! Ces classes où l'on doit normalement apprendre un métier aux élèves, mais qu'en fait ne sont que des classes d'attente, où l'on forme de futurs smigards à vie et des chômeurs professionnels. Alors, pourquoi prendre des gants avec ces gens-là ? Il faut apprendre à ces futurs exploités le sens de la discipline. Ce ne sont pas les parents qui viendront demander des comptes, car en effet dans

voiture de l'administration (2 mois d'hôpital) ! Aussi, lorsque cette année, HUAU exerça sa répression contre FRANCIS, une campagne fut immédiatement lancée par les Marxist-Léninistes, à travers le Secours Rouge.

LES AXES DE LA CAMPAGNE FURENT DEFINIS :

— il faut que HUAU s'explique sur les faits.

— les classes pratiques = classes-poubelles (en transformant le problème individuel de FRANCIS en attaque contre le capitalisme)

— FRANCIS, on te vengera (FRANCIS n'est pas un martyr. C'est une nouvelle victime du Capital. Il faut balayer ce monde d'assassins !)

Pendant toute la campagne, HUAU, de son côté tenait des réunions avec les participationnistes, et expliquait "que c'était regrettable, que lui-même en souffrait énormément, mais que ce n'était pas une raison pour exploiter la mort de FRANCIS à des fins politiques". Les lycéens comprirent que s'ils voulaient avoir des explications valables, il fallait passer à l'action. Une manifestation fut donc décidée pour le mercredi 20 janvier. Cette manif aurait lieu dans la Cité et irait jusqu'au bâtiment administratif. Dans toute la Cité

classes-poubelles. La campagne ne mettait pas seulement en cause un laquais irresponsable de la bourgeoisie, mais mettait en accusation tout le système capitaliste. A la lumière de cette prise de conscience, il fut décidé, après les explications d'HUAU, de mettre sur pied un Tribunal Populaire.

MERCREDI 20 JANVIER

Aux Otages, la grève démarre, l'action se déclenche, malgré les manœuvres crapuleuses de l'administration qui tente toujours d'arrêter le mouvement. La dernière farce étant une soi-disant lettre (c'était un faux) des parents de Francis réclamant le silence le plus total sur cette affaire douloureuse. La directrice eut beau se balader dans tout le lycée, brandissant sa lettre et clamant : "Vous voyez, vous n'avez personne avec vous ! Il est temps de reprendre les cours", l'agitation se poursuivit malgré tout.

A la Cité, des camarades M.L. montent aux nouvelles, accompagnés de jeunes ouvriers. Ils discutent avec les lycéens au sujet de la manif. Ca marche, tous les gars parlent d'obtenir des explications à 10 h. Le groupe de camarades fait aussi

que chose de bien). HUAU devant cette défaite, n'entrevoit plus qu'une solution : "Si vous ne sortez pas, les forces de l'ordre vont entrer et elles vous feront sortir". Après sa collusion avec les fascistes, la collusion avec les flics était claire. Nous décidons de nous séparer en deux groupes : l'un comprend 2 jeunes ouvriers et le camarade M.L. le moins repéré, l'autre pour retenir les prépas qui nous tiennent en attendant l'arrivée des flics, "leurs sauveurs !" Effectivement les 3 camarades du premier groupe sont déjà loin quand les 2 cars de flics et la 404 de l'inspecteur débarquent sur les lieux. Les fachos et HUAU nous livrent "courageusement" aux flics. Les flics entreprennent bien une "chasse aux maoïstes", matraques à la main dans la cité, c'est trop tard, les camarades ont fui. Mais 3 marxistes-léninistes sont arrêtés.

PENDANT CE TEMPS AU LYCEE DES OTAGES

L'ambiance n'est pas chaude : 2 cars de flics aussi à la sortie. Il faut quitter le lycée pour monter à la Cité. Cela veut dire 1 demi-heure de marche, mais aussi des rations... La décision est prise : on ne monte pas à la Cité mais on tient le meeting dans le lycée !

arrêtés à 9 h 30, après un interrogatoire de 2 heures sur les faits (portant entre autres sur les récents bombages, la destruction d'emblèmes nationaux, lors de la mort de DE GAULLE) sont déférés au Parquet à 17 h. Là le Procureur de la République les interroge sur les faits : une fois de plus ils n'ont rien à déclarer et demandent un avocat. En réponse le Procureur leur délivre un mandat de dépôt, leur signale qu'ils ont 5 jours pour préparer leur défense et qu'ils la prépareront en prison. Mais bien sûr s'ils le désirent ils peuvent être jugés sur le champ étant donné qu'ils sont en flagrant délit. (les camarades refusent : c'est une position juste il ne faut jamais accepter de passer en flagrant délit car ce type de jugement permet d'empêcher la riposte populaire). Le tribunal les jugera donc le lundi 25.

A l'extérieur les camarades engagent la campagne, tracts, bambages sur les banques de la ville "libérez les camarades emprisonnés", "pas de flics à la Cité", "HUAU = flics." Dans les lycées des affichettes sont collées, des réunions d'information sont organisées. Les camarades prennent contact avec un avocat du Secours Rouge, malheureusement ce dernier ne peut venir le lundi et ne peut

LES CRIMES DU CAPITAL ET DE SES SBIRE SERONT VENGEÉS

ces classes, pas un fils de petit ou de grand bourgeois, rien que des enfants des classes les plus exploitées. A la cité, pour un fils de bonne famille, un vol : ce n'est rien de grave, (un moment de faiblesse), alors on s'arrange en famille, entre bons bourgeois, pas de sanction, de peur de traumatiser le "petit". Par contre, un fils d'ouvrier, de manœuvre, c'est toujours un voyou sur lequel on s'acharne pour le moindre délit ; les défenseurs de l'ordre bourgeois s'en donnent à cœur joie.

Assez de ségrégation sociale, assez d'injustice.

Le proviseur a sa part de responsabilité, mais ce n'est qu'un valet. C'est le capitalisme qui a tué Francis.

Balayons ce monde d'assassins !

EN FRANCE, la répression s'accroît de jour en jour, mais à chaque coup du Capital et de ses valets, les opprimés relèvent la tête, organisent la riposte et passent à l'offensive.

C'est ce qui s'est passé à Amiens, immédiatement après ce cas de répression féroce.

Ce n'est pas la première fois que HUAU (proviseur de la cité scolaire) réprime sauvagement les lycéens. L'an dernier, après plusieurs luttes menées par le cercle M.L., HUAU exclut, par conseils de discipline et autres manœuvres, tous les militants M.L. Puis, lorsque la campagne fut menée pour la réintégration des militants M.L., HUAU voyant que la répression administrative n'entamait pas la volonté de lutte des camarades, passa à la répression physique. C'est ainsi que pendant un bombage dans la cité (pour la réintégration des camarades) HUAU donna d'ordre de pourchasser les agitateurs. Chasse qui se solda par...un camarade écrasé par la

leurirent des inscriptions : "HUAU ! des explications !", "Qui t'a suicidé FRANCIS ?", "Qui est responsable ?", "FRANCIS, on te vengera !"

Parallèlement, au lycée de jeunes filles de la rue des Otages, une grève est décidée pour le mercredi 20 janvier à partir de 8 heures, ainsi qu'un meeting d'explication à 8 h 30 et une montée de la cité scolaire pour participer à la manif. De même qu'à la cité, des inscriptions à la peinture sont faites dans le lycée, des tracts sont distribués tous les jours. Lycéens de la Cité et des Otages organisent des diffusions sur toute les classes pratiques de la ville, discutent avec les élèves de la classe de FRANCIS, malgré les hauts cris des "responsables" de classe (participationnistes).

La propagande est bien menée, elle obtient un large soutien parmi les élèves et les profs progressistes. Quant aux révisés du S.N.E.S. et de l'U.N.C.A.L., leur position est identique à celle de l'administration ! Cela n'étonne personne, car, l'an dernier, leurs manœuvres ont largement été mises à jour et aucun lycéen ne se fait plus d'illusion.

LA MANIFESTATION

Le but de la manif est clair pour tout le monde : mettre les choses au point avec l'administration. Pourquoi le proviseur n'a-t-il pas réuni le conseil de discipline avant de prendre toute mesure ? Pourquoi une sanction si dure, si disproportionnée, pour un délit si minime ? Mais en posant ces problèmes, nous avons mis le doigt sur un problème beaucoup plus vaste, et la campagne permit une prise de conscience à ce niveau là : la ségrégation sociale dans l'enseignement, le problème des

des inscriptions : "Tous à la manif à 10 h", "HUAU, tu vas l'expliquer !", "La mort de FRANCIS sera vengée !"

VERS 8 h 30, les camarades se séparent : les uns pour discuter avec les lycéens, les autres pour continuer les inscriptions. C'est pendant que nous discutons avec les lycéens qu'HUAU intervient. Il veut nous empêcher de discuter, mais devant le nombre, il préfère attendre. Il attend la rentrée des cours pour envoyer son sbire de censeur chercher de l'aide. Cette aide, il la trouve chez les "prépas" (vétérinaires, math supérieur, classes des futurs cadres de notre société d'exploitation) qui sont tous conscients du rôle qu'on leur fait jouer et qui l'acceptent à fond. CE SONT ceux-là les fameux élèves "qui veulent travailler", donc qui ne peuvent tolérer l'agitation. Nous les connaissons bien, l'an dernier et il y a deux ans, ils ont joué le rôle de briseur de grève. A plusieurs reprises, des affrontements militaires ont lieu avec cette milice privée du proviseur. Dès que les lycéens sont en cours, HUAU lâche ses fauves qui sont ravis de se défouler en cassant du "maoïste". Leur mission : nous sortir du lycée par la force, cela avant l'heure de la manif. Pour nous, que faire ? Depuis 8 h 30, prévenus par les soins de HUAU, 2 cars bondés de flics stationnent à l'entrée du lycée. Donc pas question de sortir et de se jeter dans les bras des flics ! L'affrontement avec les nervis fascistes de l'administration est inévitable !

NOUS formons un front au coude à coude (à 6 contre une cinquantaine), quelques coups sont échangés, mais devant notre détermination militante la plupart des "prépas" se dégonflent. Les quelques "belliqueux" qui persistent se font arranger (quel-

A l'heure actuelle, 3 militantes de ce lycée sont menacées de conseil de discipline à cause de leur activité pendant la campagne.

10 h — A la Cité 300 lycéens participent à la manif pour demander des explications. HUAU s'était mis le doigt dans l'œil ! Il croyait entamer la combativité des lycéens en faisant appel aux flics. Maintenant, faut qu'il s'explique devant les lycéens en colère ! HUAU s'explique, plutôt il baratine, essaie de noyer le poisson. Il dit qu'il se sent responsable et promet de téléphoner aux flics pour demander la libération des 3 M.L. arrêtés.

Entre 12 h et 14 h — Un meeting d'une centaine de lycéens se tient à la demi-pension pour faire le point des événements du matin. Un tract signé d'une classe de première sort de ce meeting. Il met en accusation le proviseur, dénonce sa collusion avec les fascistes et les flics, dénonce l'intoxication bourgeoise dans les lycées, et les éléments extérieurs (curés, profs d'éducation sexuelle qui ont entrée libre pour venir débiter leurs sonnettes) et constate que lorsque des militants viennent traiter des réalités sociales, on les emprisonne.

Il y eut donc une large prise de conscience : HUAU est démasqué comme pantin irresponsable au service de la bourgeoisie, les lycéens entament la campagne pour la libération des 3 M.L. emprisonnés, avec les profs progressistes et le Secours Rouge.

LE LENDEMAIN MATIN — La presse locale annonce : "3 gauchistes écroués à la prison d'Amiens, après les incidents à la Cité scolaire".

Effectivement, les camarades

mandater personne. Il conseille donc de demander la remise du procès à une date ultérieure et la liberté provisoire. La-dessus pour obtenir le dossier et passer des renseignements les camarades prennent un avocat bourgeois. Un dernier tract est sorti pour appeler en masse au procès et mobiliser au maximum.

EN PRISON

Ce fut pour les 3 camarades l'isolement total. C'est-à-dire, seuls dans une cellule de peur de contaminer les prisonniers avec les idées révolutionnaires, seuls au moment de la promenade, chacun dans une cour pour qu'ils n'aient pas de contact entre eux. De plus, la consigne devait être donnée au maton "ceux-là c'est des révolutionnaires, des maoïstes, alors il faut les dresser". Si bien que, lorsqu'un camarade sifflait l'Internationale, il voyait lui tomber sur le grappin 5 matons en furie pour lui passer son envie de siffler des chants révolutionnaires. Un camarade avait réussi à se procurer par l'intermédiaire de l'assistante "sociale" un crayon et du papier, il avait commencé à préparer sa défense politique. A la promenade, il avait emmené son papier car la promenade c'est une occasion pour fouiller les cellules. Au retour, il y a fouille chaque fois qu'un prisonnier sort et entre de sa cellule le maton aperçoit le papier et veut le lui enlever. Le camarade qui n'est pas du tout d'accord oppose une violente résistance, alors ce fut 2, 3, 4 qui fondirent sur lui mais sans succès le papier fut détruit avant qu'ils ne l'aient entre les mains. Vraiment le Procureur de la République avait donné 5 jours pour préparer la

(Suite page 6)

NOUVEL ESSOR DES

BILAN DE 18 MOIS DE TRAVAIL

(Cercle Marxiste-Léniniste du Lycée Portail Rouge - St-Etienne)

Autrefois le lycée était réservé exclusivement aux fils de papa, destinés à fournir leurs cadres supérieurs à messieurs les patrons. Le Lycée Fauriel maintient cette tradition : dans le 2^e cycle, il est réservé en priorité aux fils de la bourgeoisie locale et les meilleurs élèves de Fauriel ont les yeux fixés vers les classes préparatoires aux Grandes Ecoles.

Mais désormais, pénètre aussi dans l'enseignement, une masse d'enfants de la petite bourgeoisie ou de la classe ouvrière. On parle de "démocratisation", en fait, il s'agit de former la masse des petits fonctionnaires, employés, techniciens, maîtres-auxiliaires, dont les monopoles ont aujourd'hui besoin dans leur entreprise de concentration et de modernisation.

Le lycée du Portail Rouge est un de ces lycées nouveaux (il a moins de dix ans), créés pour absorber cette masse d'élèves nouveaux. Certes, au Portail, les fils d'ouvriers sont éliminés massivement au niveau de la 3^e, mais la masse des élèves du second cycle n'est pas destinée à faire des cadres supérieurs : les élèves ont devant eux un avenir incertain de petits-bourgeois, et pour certaines sections ce sera l'usine... ou le chômage.

Alors, dans ce lycée, la carotte de la promotion individuelle marche de moins en moins. Le bac, on n'est pas sûr de l'avoir, et de toute façon, on ne voit pas quel avenir il nous offre. Cela tend à renforcer l'idée que le système est absurde. L'ardeur au travail s'en ressent : à Fauriel, comme disent les profs, "les élèves travaillent mieux", au Portail, "les élèves sont désinvoltes, mal élevés, ils vous parlent les mains dans les poches, sans enlever leur cigarette".

Lycée donc sans tradition bourgeoise, mais non sans tradition de lutte. Avant tout travail marxiste-léniniste il y a eu deux luttes (année 1968-69). Les lycéens n'attendent pas les M.L. pour lutter, car comme dit Mao Tsé Tung : "Là où il y a oppression, il y a révolte".

Septembre 69, début du travail M.L. Le cercle M.L. va se forger dans le feu même de la lutte.

A la rentrée, dans un groupe inorganisé de lycéens plus ou moins gauchistes, les idées M.L. commencent à être discutées.

ELLES SONT IMMEDIATEMENT MISES A L'EPREUVE DES FAITES

La première occasion, c'est la suspension d'un prof de philo (Senick) pour idées gauchistes. Nous lançons un meeting sur le thème "ENSEIGNEMENT ET POLITIQUE" : 120 lycéens présents qui, tous, ont envie de discuter, mais dont certains défendent avec acharnement l'idée qu'un lycée "on est libre de penser ce qu'on veut", que "l'enseignement ne sert pas les patrons et les flics". Il faut se lancer dans la guerre des idées, fermement, mais sans sectarisme, car, chez beaucoup de lycéens, la volonté de lutte peut fort bien, provisoirement, s'accompagner d'idées réactionnaires :

La seconde occasion, c'est une grève de solidarité avec les surveillants en grève. Grève partie de la base, trahie par les révisés du S.N.E.S., et qui fut suivie par 70 lycéens de terminale.

Sur la base de ces actions, l'étude de la pensée Mao Tsé Tung s'engage dans le cercle M.L. Etude vivante, étroitement liée aux besoins de l'action, et préparant les actions à venir : qu'est-ce que la ligne de masse, la méthode de l'enquête, analyse de classe du milieu lycéen...

Nous avons mieux compris ce que dit Lin Piao au début du Petit Livre Rouge : "Dans l'étude des œuvres du Président Mao, il faut avoir en vue les problèmes à résoudre, entreprendre de façon vivante l'étude et l'application et les lier l'une à l'autre, étudier en priorité ce qui est le plus nécessaire afin d'obtenir des résultats immédiats, et porter tout particulièrement ses efforts sur l'application. Pour posséder réellement la pensée de Mao Tsé Tung, il faut revenir sans cesse à l'étude

des concepts fondamentaux du Président Mao..."

Nous avons étudié 4 ou 5 fois certaines citations sur la ligne de masse au cours de l'année, en fonction de problèmes nouveaux, comprenant la différence entre savoir livresque et connaissance vivante.

Janvier 70 : le mouvement de grève.

L'occasion immédiate du mouvement, est la grève déclenchée en Fac contre le décret GUICHARD sur les Langues vivantes. En fait, la grève couve au lycée depuis décembre 69, ce qui montre qu'elle a des causes plus profondes que la circulaire GUICHARD ou la question des maîtres-auxiliaires. Le mouvement avait certes des causes revendicatives (fort mécontentement à propos de l'épreuve anticipée de français) mais surtout idéologiques : - ennui diffus devant l'enseignement livresque - révolte devant le paternalisme de l'administration et des profs qui considèrent les lycéens comme des gamins. - pour une frange réduite : désir de lutter avec les étudiants.



Une vue du Lycée du Portail Rouge.

LE POSITIF DE LA GREVE

C'est d'abord la libération de l'initiative des lycéens, contents de prendre, pour une fois, leur sort en main, de discuter démocratiquement en assemblée générale des orientations du mouvement. Tous les tracts sont adoptés en AG. TOUTES NOS PROPOSITIONS, NOUS LES AVONS FAITES OUVERTEMENT, devant tous, sans jamais chercher à manipuler.

EXEMPLE : après deux jours de grève, nous sentons le besoin de poser le problème du SENS POLITIQUE de la GREVE. Un camarade M.L., qui dirige le Comité de grève, prend la parole. Au départ, forts remous dans la salle. Manifestement, beaucoup ne veulent pas entendre parler de politique. Par peur de se faire récupérer par des politiciens, ils veulent une grève "lycéenne". Le camarade peut se faire entendre et mener la lutte, parce qu'il est lié à la grande masse des gars. Finalement, un texte précisant ce qu'est la politique pour la bourgeoisie, ce qu'est la politique pour nous, est adopté à l'unanimité. Il servira de base aux discussions avec les autres lycéens en lutte.

Nos propositions pour sortir du cadre du lycée sont également accueillies dans l'enthousiasme : - unanimité pour aller vers les autres jeunes, aux portes des lycées et des CET. Malheureusement, nous connaissons trop mal le problème des CET pour engager un travail efficace. - même si elle est acceptée par tous, la propagande en direction de la classe ouvrière n'est prise en main que par une FRANGE PLUS REDUITE (tracts aux portes des usines, à un match de foot, etc.)

Le mouvement lycéen se liera à la classe ouvrière en se liant d'abord aux jeunes ouvriers, avec lesquels existent déjà mille liens non politiques.

LE NEGATIF DE LA GREVE

Le négatif tient d'abord à l'orientation générale de la grève des Langues dans les facultés de Lettres : grève qui apparaît, à juste titre, aux yeux des ouvriers comme posant des problèmes "d'étudiants", bien sagement et "légalement" cantonnée dans les facultés, sans que le potentiel de révolte des étudiants ne soit utilisé pour faire progresser la liaison ouvriers-étudiants.

APRES LA GREVE

LA FIN DE L'ANNEE SCOLAIRE

Sur la lancée de la grève, UNE ORGANISATION DE MASSE se met en place. Depuis le début de l'année, le cercle en parlait, sans toutefois la décréter en l'absence "d'un désir librement exprimé par les masses" (Mao)

Au départ, 40 gars, puis peu à peu cela s'effiloche. L'organisation née des besoins de l'action, meurt par le manque d'actions. Nous "loupions" les luttes possibles (exemple : la venue au lycée d'un officier de l'armée, déclenche une lutte spontanée dont nous sommes absents ; nous sommes à ce moment en réunion !)

Nous nous polarisons sur des brouillottes (exemple : le problème du foyer socio-

éducatif, qui ne passionne vraiment pas les foules !)

Néanmoins, le cercle prend des initiatives positives. En particulier, l'organisation d'un meeting sur "L'ENSEIGNEMENT ET LA REVOLUTION CULTURELLE", suivi en majorité par des élèves de 3^e (70 personnes). C'est l'occasion de souligner l'ampleur de la crise idéologique de la bourgeoisie, presque très tôt par les jeunes, bien avant les fameuses terminales, réputées seules politisables. Fait encore confirmé par la manière dont LE CERCLE SE RENFORCE DU COTE DES 3^e, ce qui sur le moment nous surprend, et prouve que nous restons influencés par l'idée ultra-réactionnaire, selon laquelle "le 1^{er} cycle est trop jeune pour la politique".

PREMIER TRIMESTRE DE L'ANNEE 71

LA NOUVELLE TACTIQUE DE L'ADMINISTRATION

Un nouveau proviseur a été nommé. Il s'est bien gardé de heurter de front les lycéens. Tentant d'ôter "tout prétexte à une agitation politique", il a joué à fond la politique de la main tendue. Cigarettes, et poignées de main sont distribuées à

OULLINS (RHONE) : UNE SEMAINE DE GREVE

Depuis 12 ans un lycée neuf est promis à Oullins, mais le projet est reporté d'année en année. A chaque rentrée de nouveaux préfabriqués sont installés dans la cour, mais vue la vétusté des bâtiments, les conditions de travail sont de plus en plus déplorable.

Délégation au rectorat, journée "portes ouvertes", toutes ces initiatives des profs et des parents d'élèves n'ont guère ébranlé l'administration qui s'en est toujours tirée avec de vagues promesses. Mais la colère des lycéens montait : voyant que ni les profs ni les parents d'élèves n'étaient décidés à relancer une action, le 14 janvier ils se mettent en grève, une grève sur les tas avec occupation des locaux. Pendant huit jours rien n'ébranla leur détermination ; ils

avaient "pris le lycée en mains", organisant l'occupation, dictant aux profs - qui cherchaient à prendre le train en marche - ce qu'ils devaient faire dans telle ou telle salle.

La présence des lycéens dans l'établissement, leur détermination, l'échec des mesures d'intimidation (menaces de licenciement du lycée) inquiéta le rectorat et l'inspection académique. Il leur fallut l'appui des profs pour briser le mouvement, non sans avoir lâché 12 millions pour les "petites réparations".

Une fois de plus des lycéens ont montré qu'ils pouvaient prendre leurs affaires en mains : une fois de plus la preuve a été faite que seul le mouvement de masse peut faire pression sur l'administration.

NOTRE POLITIQUE ET SES DIFFICULTES

Notre politique à nous, a été de montrer dans les faits, qu'un "bon" proviseur, c'est un agent peut-être plus dangereux de l'état bourgeois :

- boycottage du "club actualité", par lequel le proviseur voulait remplacer les débats de masse de l'an dernier.

- agitation liée à des "petits problèmes" : problème des classes-dépotoirs, les G (classes "commerciales"), dont on se fiche comme de l'an quarante ; brimades auprès des camarades faisant circuler des périodiques chinois, etc... Une telle agitation est nouvelle par rapport à l'an dernier. Elle est seule à permettre d'élever le niveau de la révolte des plus jeunes, sans tomber dans les grands tracts-fléaux et stéréotypés.

RESULTATS - Le travail a été payant : le cercle s'est considérablement renforcé (progressé par rapport à l'an dernier). La politique du proviseur a été en partie brisée.

Dernière semaine du trimestre : les gars en ont marre d'un trimestre d'ennui, de travail abêtissant. Le proviseur, lui, pour fêter Noël a mis des sapins partout.

A 10 h quelques élèves affichent un grand texte : "Pour les cadeaux de Noël, s'adresser au Proviseur". En fait, les cadeaux de Noël, ce sont les colles qui sont distribuées ! Le proviseur arrive tout rouge, enlève l'affiche. Chahut monstre... On scande : Armosi ! (c'est le nom du proviseur) T'as pas de zizi !

Le lendemain, même heure, 2 camarades ML font une intervention à la sono sur Burgos. Grand enthousiasme, le camarade est constamment interrompu par des slogans.

Le proviseur tente d'intervenir... De nouveau les mêmes slogans : "Armosi, t'en as pas !", ce qui symbolise bien l'impuissance du proviseur devant la lutte lycéenne.

LA SITUATION EST BONNE

Nous avons toutefois deux problèmes à résoudre :

- faire passer les lycéens de l'ennui devant les cours, à la prise de conscience du contenu bourgeois de l'enseignement ; - montrer le caractère de classe de la discipline qui vise :

• à protéger la diffusion des idées bourgeoises

• à empêcher la diffusion des idées révolutionnaires

Sans ce travail, la révolte qui couve en restera à un niveau PETIT-BOURGEOIS, sans contenu de classe clair.

C'EST LE PROBLEME QUE NOUS AVONS AUJOURD'HUI A RESOUDRE.

Peine perdue... Ces messieurs de l'administration, ayant l'habitude d'employer des mesures fascisantes contre les élèves, sont sans scrupules ; le proviseur en particulier, n'hésite pas à brutaliser une fille qui refuse de monter. Mais sous la huée des élèves et devant le nombre, ces messieurs se voient dans l'obligation de se retrancher à l'intérieur du bureau du Surveillant Gén-

LUTTES LYCÉENNES

Une gifle pour le Censeur (Voltaire - Paris)

Actuellement, dans les lycées comme dans les usines, le pouvoir essaye de réprimer les militants marxistes-léninistes. A Rodin, un prof de philo est vidé : les révisés du SNES sont justes bons à faire une motion. A Bergson, 6 militants d'extrême gauche passent en conseil de discipline. A Turgot, un lycéen est vidé pour avoir cogné un fat.

A Voltaire, les marxistes-léninistes ne sont pas oubliés : 3 militants marxistes-léninistes et 2 militants du groupe libertaire (anarchistes) risquent d'être vidés pour soit-disant "grave entorse à la discipline du lycée", "appel à l'émeute" et "tentative de pendaison du censeur" (sic). Le censeur s'était permis de gifler un gosse de 6^e sous-prétexte qu'il avait été au foyer avec les grands : "pa !", de plus, il avait menacé de vider le gosse. Réaction immédiate des marxistes-léninistes, suivis par d'autres révolutionnaires : une décision est prise, des affiches sont apposées sur les murs du lycée convoquant le censeur au foyer à 10 h 15. Le censeur convoque les auteurs de l'affiche dans son bureau par voix orale, ce qui est important pour la suite. 10 h 15, les lycéens attendent le censeur au foyer. 10 h 20, une rumeur monte : "Il veut pas venir : on va le chercher". Et enfin la colère éclate : "tous chez le censeur". 10 h 25, cinquante lycéens forment des chaînes devant le bureau du censeur. Devant eux, l'UNCAL, le SNES et les fais protègent le bureau. Après quelques bousculades, un camarade gueule : "On s'assoie à la discipline". Et maintenant, le chiffre est de 5 (3 marxistes-léninistes et 2 ansars). A Voltaire comme ailleurs, le combat continue et il ne finira que si les camarades n'ont aucune sanction. Nous apprenons en dernière minute que la commission permanente a décidé : "aucune sanction". Notre grève vient de finir. Notre victoire est un grand pas en avant. A Voltaire comme dans tous les autres bahuts :

Osons lutter ! Osons vaincre ! Les fais de l'administration, on en a ras le bol ! Vive la dictature du prolétariat !

Deux heures après, le censeur était écroulé dans son bureau, tremblant de peur. "Mais on ne veut pas le toucher, cette ordure, on veut qu'il s'explique. Les trotsks et nous (marxistes-léninistes, Mouvement du 27 mai et ansars) décidons d'une AG dans la salle à côté du bureau. Les trotsks vont essayer de magouiller, mais ça ne marche pas. "Maintenant qu'on est calme, qu'il vienne, le censeur". Mais grâce au SNES et à d'autres, il a

pu se barrer par derrière. Le type du SNES se radine : "Monsieur le censeur n'est plus là" : les fumiers ont réussi.

Une AG décidant des actions à envisager est convoquée à 14 h. Et là, coup de théâtre : le père d'un camarade débarque (il est d'extrême droite) : "Allez, tu n'es plus de ce lycée : sors ou j'appelle les flics. Le camarade ne se laisse pas démonter : il ne s'occupe pas de son père et prend la parole :

"Camarades, des événements se déroulent : l'administration veut nous saquer, mais ça ne se passera pas comme ça. L'administration se sert des parents pour l'aider dans son boulot dégueulasse ; tous à l'AG !"

Son intervention met fin à l'essai de démobilitation lancé par l'UNCAL et L'AJIS qui se mettaient à se cogner à propos de Censier, pendant que les lycéens commençaient à rentrer en cours. Le camarade va chez le censeur avec quelques copains pour le traîner au foyer, mais il n'est plus là. A l'AG, ça bouf. La séquestration du proviseur est décidée, malgré les trotsks qui sont contre : "Il y aura des flics ! Vous êtes fous ! Faut faire la grève générale de l'Université ! Etc... etc..." Mais c'est irrévocable car on vient d'apprendre que 2 copains risquent d'être virés. Le proviseur a fait verrouiller ses portes : il se séquestre tout seul. Tout le monde se marre : "il est en grève". Mais ce n'est pas fini : le soir vers 17 h 15, ce n'est plus ni un ni deux, mais 4 camarades qui sont menacés. Et maintenant, le chiffre est de 5 (3 marxistes-léninistes et 2 ansars).

A Voltaire comme ailleurs, le combat continue et il ne finira que si les camarades n'ont aucune sanction. Nous apprenons en dernière minute que la commission permanente a décidé : "aucune sanction". Notre grève vient de finir. Notre victoire est un grand pas en avant. A Voltaire comme dans tous les autres bahuts :

Osons lutter ! Osons vaincre ! Les fais de l'administration, on en a ras le bol ! Vive la dictature du prolétariat !

Deux heures après, le censeur était écroulé dans son bureau, tremblant de peur. "Mais on ne veut pas le toucher, cette ordure, on veut qu'il s'explique. Les trotsks et nous (marxistes-léninistes, Mouvement du 27 mai et ansars) décidons d'une AG dans la salle à côté du bureau. Les trotsks vont essayer de magouiller, mais ça ne marche pas. "Maintenant qu'on est calme, qu'il vienne, le censeur". Mais grâce au SNES et à d'autres, il a

Villefranche-sur-Saône : Tirons les leçons d'une grève

Le 6 janvier, au lycée Claude Bernard. Il est 13 h 50, nous sommes prêts à monter en cours. Soudain, un vague mot d'ordre de grève parcourt les rangs ! Les raisons de cette grève ? Très mauvais chauffage dans les salles de classe (dans certaines salles, il fait 30 !). Il est 14 h, l'heure de monter... Personne ne bouge. Le proviseur et le censeur arrivent : ils essaient immédiatement de nous faire monter, par l'intimidation puis par la force.

Peine perdue... Ces messieurs de l'administration, ayant l'habitude d'employer des mesures fascisantes contre les élèves, sont sans scrupules ; le proviseur en particulier, n'hésite pas à brutaliser une fille qui refuse de monter. Mais sous la huée des élèves et devant le nombre, ces messieurs se voient dans l'obligation de se retrancher à l'intérieur du bureau du Surveillant Gén-

ral. A l'aide du haut-parleur, le proviseur nous incite à monter en cours tout en faisant de belles promesses, du genre :

- Je vais téléphoner au rectorat,

- Je vais faire réparer les dégâts causés par le gel,

- Monter donc en classe, mes chérubins, au lieu de vous geler les pieds dehors. (Tu penses, il fait 30 dans les salles, alors, ici ou dehors !).

Résultats : vive rigolade dans les rangs. Personne ne se laisse intimider par le "chant des sirènes". Nous décidons de nous réunir à l'internet (qui, lui est surchauffé).

Là, c'est le désastre... Presque personne ne discute ou essaie de s'organiser. Nous attendons, donc 16 h pour savoir la décision du Recteur d'Académie. Nous constituons un groupe pour aller chercher la réponse. C'était à

prévoir, arrivé devant le proviseur, tout le monde se tait, et sentant le manque d'offensivité, le proviseur réprimande aussitôt les deux élèves qui prennent la parole. Question "baratin", ces messieurs de l'administration en connaissent un rayon : ils vous parlent de "conneries" pendant une heure, vous rabâchent des histoires qui ne tiennent pas debout, ils essaient de vous endormir, sans parler des menaces et de l'intimidation... le tout pour conclure que le lycée Claude Bernard chauffe les pelouses à la place des classes ! C'est comique ! Oui, les chaudières sont situées à l'internet, à 200 m environ du lycée, ce qui fait que les tuyaux de chauffage pour parvenir jusqu'à un lycée, traversent 200 m de pelouses... Inutile de dire qu'il y a une perte énorme de chaleur !

La réponse du recteur, fut de dire que "demi-pensionnaires et externes pouvaient rester chez eux. Interdiction formelle aux internes de partir". C'était bien

déclencha réellement la grève. Pendant la grève : sans une organisation, il ne fut pas possible de mobiliser vraiment les gars, ni de s'organiser. Ce furent les idées réactionnaires qui prirent le dessus (se tirer chez soi, jouer aux cartes, etc.), les initiatives individuelles se heurtant à l'indifférence générale. A la fin de la grève, pas d'organisation non plus pour organiser une riposte à la manœuvre du rectorat : chacun agit comme il l'entend. Le mouvement est cassé car aucune organisation n'a su donner des perspectives claires au mouvement, ni impulser vraiment la lutte.

C'est cette organisation que les marxistes-léninistes s'efforceront de mettre en place maintenant. Pour lutter contre la répression de la jeunesse à l'intérieur et l'extérieur des lycées.

• pour forger l'unité du mouvement de la jeunesse

• et pour avancer sur la voie de la révolution prolétarienne sous la direction du parti du prolétariat.

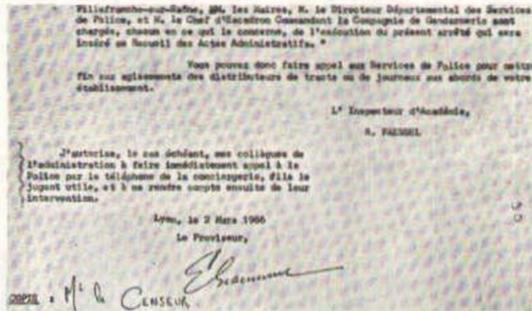
Dans les petits papiers de l'Administration (Lycée du Parc - Lyon)

Voici ce qui s'est passé au Lycée du Parc à Lyon : A l'occasion du procès Geismar, 2 camarades faisaient un bombardage sur les murs du bahut.

plus, une unité militante s'est forgée entre les gars de différents lycées, qui se sont maintenant engagés dans un travail commun contre la répression.

pendant une heure, sous les yeux de l'administration imperturbable. Seule une mobilisation massive a permis de faire partir les fascistes. Aux questions pressantes des camarades qui lui suggéraient de prendre le téléphone, comme d'habitude, le censeur répondait : "c'est fait, nous n'avons jamais fait appel à la police"...

PIECE N° 3 De nombreuses notes, comme celle là, ont été trouvées, ainsi que des listes : "absents le jour de la grève des Prépas", "demandes de sorties le jour de la manifestation du 18.11". L'administration fouine partout, les moindres faits et paroles sont notés. Des recoupements permettent de situer les élèves à vider à la prochaine fournée. Nous ne devons pas faciliter son boulot, mais le rendre encore plus difficile. Repérer ses flics, s'en protéger, c'est la condition pour lui porter de rudes coups, sans qu'elle en rende de plus rudes encore.



Le veilleur de nuit reconnaît l'un des deux : il appelle les flics. Ils sont arrêtés et accusés de "dégradation de bâtiment public" : 1.000 F de dommages et intérêts. De son côté, l'administration du lycée veut vider les copains. Elle se croyait forte, elle croyait avoir décimé le mouvement révolutionnaire en vidant 35 gars à la fin de l'an dernier, mais le mouvement avait des racines plus profondes.

Le jour du Conseil de Discipline, la mobilisation est massive. On décide la grève et une centaine de gars bloquent le Conseil. Les camarades ne sont pas vidés, ils sont exclus de l'internet. Cette action a empêché l'administration de jouer à fond son rôle d'auxiliaire des flics.

En prévision du passage des camarades en Correctionnelle, le contact est pris avec le maximum de lycéens. On décide une action commune : attaquer les bureaux du lycée et y saisir les documents concernant la répression. Le jour donné, une cinquantaine de gars de différents lycées sont là : quelques bureaux sont fouillés et des dossiers d'inégale importance saisis. C'est une victoire, bien que, faute d'une préparation suffisante, nous n'ayons pu nous emparer des documents les plus intéressants. L'administration en a pris un rude coup : son activité secrète a été dévoilée et ça l'a complètement paniquée. De

PIECE N° 11

Quand les groupes révolutionnaires viennent diffuser devant le lycée, les flics appliquent dans les 10 mn qui suivent. Un jour, Action Française a pu diffuser

PIECE N° 12

PIECE N° 13

PIECE N° 14

PIECE N° 15

PIECE N° 16

PIECE N° 17

PIECE N° 18

PIECE N° 19

PIECE N° 20

PIECE N° 21

PIECE N° 22

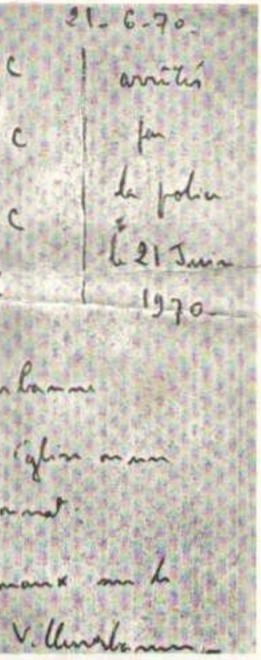
PIECE N° 23

PIECE N° 24

PIECE N° 25

PIECE N° 26

PIECE N° 27



IL Y A 10 ANS TOMBAIT LUMUMBA

Héros de la lutte armée pour l'indépendance de l'Afrique

Le 21 janvier 1961, le patriote congolais Patrice Lumumba était assassiné sur ordre de l'impérialisme américain.

Par sa position stratégique importante en Afrique et les richesses du Katanga et du Sud-Kasaï (cuivre, or, uranium), le Congo-Léopoldville (colonie belge) intéressait beaucoup l'impérialisme américain.

Dans cette conjoncture, Patrice Lumumba, déterminé à lutter pour l'indépendance de son pays, les gênait. Il fallait donc l'éliminer.

L'INDEPENDANCE ET L'ASSASSINAT DE LUMUMBA

Aux élections de mai 1960, l'opposition obtient la majorité au Parlement. Lumumba forme le gouvernement et le 30 juin, il proclame l'indépendance du Congo-Léopoldville.

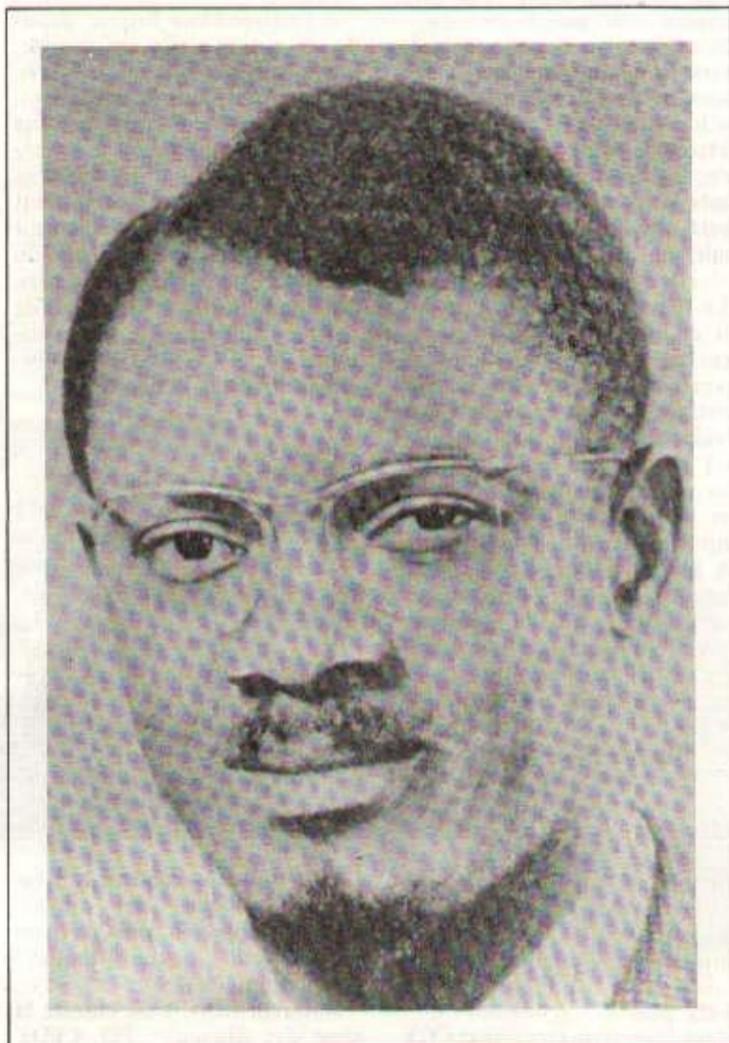
Un vaste complot néo-colonialiste est alors mis sur pied afin d'assurer la reconquête économique du pays.

Première mesure des impérialistes : éliminer P. Lumumba qui jouit d'une grande popularité. Pour accomplir cette sale besogne, ils trouvent sur place les hommes de mains, les traîtres et fantoches Kasa-Vubu, Tsombé et Mobutu. C'est dans la province sécessionniste du Katanga que Lumumba est assassiné.

Il est intéressant de noter quelle a été à cette époque l'attitude des révisionnistes soviétiques : ils ont voté avec les USA, l'envoi des forces de l'ONU au Congo, donnant ainsi leur accord à la liquidation de Lumumba. Encore un exemple qui éclaire sur leur rôle de traîtres vis-à-vis des mouvements de libération nationale et sur la collusion américano-soviétique.

LUMUMBA ET LA LUTTE ARMÉE

Fondateur, en 1958, de Mouvement National Congolais,



patriote ardent, Patrice Lumumba a sacrifié sa vie à son but : libérer son pays du joug colonialiste belge, lutter contre les tentatives de pénétration de l'impérialisme américain.

Ses ennemis tentent aujourd'hui d'accréditer la thèse selon laquelle il défendait la voie pacifique et s'opposait à la violence.

C'est là dénaturer ses conceptions. Ce que Lumumba voulait, c'est une indépendance réelle

"L'indépendance - cadeau, ce n'est pas une bonne indépendance, mais l'indépendance conquise est la vraie indépendance"

"Lumumba et la lutte armée" - Kibwe Tcha-Malenge

Pour lui, pas de compromis possible. Dans son "Testament", il appelle le peuple congolais à prendre les armes et à combattre jusqu'à la victoire finale. Contre la sécession du Katanga, il n'eut

recours qu'à une seule arme, la violence révolutionnaire.

Lumumba voyait juste lorsqu'il disait que la mobilisation des masses populaires est nécessaire pour remporter la victoire. Il a aussi posé, fort justement, le problème de l'unité africaine.

SUR LES TRACES DE LUMUMBA

L'assassinat de Lumumba, s'il a porté un grand coup au peuple congolais, n'a pas pour autant mis fin au mouvement de résistance. La lutte armée n'a jamais cessé, malgré les revers (intervention américano-belge de Stanleyville).

D'autres révolutionnaires, Gizenga, Pierre Mulele (assassiné en 1968) etc... se sont levés.

Aujourd'hui, le Congo-Kinshasa (nom donné après l'indépendance) est une chasse-gardée de l'impérialisme américain. La CIA est partout présente, experts anti-guérilla et dollars affluent.

Le rôle des belges est de plus en plus effacé, mais aux côtés des américains un nouveau rapace apparaît, Israël, dont l'influence sur l'armée s'accroît.

Mobutu, au pouvoir depuis 1965, bénéficie actuellement du soutien des américains qu'il sert fidèlement. Mais pour se maintenir au pouvoir, il lui faut se "peindre en rouge", se déclarer partisan de Lumumba, prétendre suivre la même politique.

Mais le sinistre Mobutu ne trompe plus grand monde. Ses belles paroles ne correspondent guère à la réalité et le mécontentement des masses populaires est de plus en plus grand.

La voie pacifique prônée par les révisionnistes soviétiques (qui viennent d'établir des relations diplomatiques avec le régime de Mobutu), celle de la "réconciliation" nationale, rencontre peu d'écho.

La seule voie pour le peuple congolais, c'est celle tracée par Lumumba !

La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France nous a communiqué le texte d'une motion adoptée lors d'un meeting à la Cité Internationale à Paris.

Ernest Ouandié, un des chefs historiques de la Révolution Kéroukouraise vient d'être assassiné par le bourreau sanguinaire Ahidjo. Avec lui, furent assassinés Tabeu Gabriel et Fotsing Raphaël.

Ernest Ouandié, Tabeu Gabriel et Fotsing Raphaël furent exécutés au terme d'une parodie de procès, au mépris des règles juridiques les plus élémentaires.

"Aveux" extorqués sous le coup de tortures policières, "aveux" évidemment rétractés au cours de l'audience.

Refus de reconnaître à Ernest Ouandié le droit de faire assurer sa défense par les avocats de son choix.

Expulsion du Kéroukour de Maître Diop, avocat choisi par Madame Ernest Ouandié.

Document frauduleusement soustrait du dossier d'Ernest Ouandié.

En effet Ahidjo est un vétéran du crime : il a la triste renommée d'avoir assassiné dès les premiers jours où la France le porte au pouvoir en 1958, RUBEN UM NYOBE, secrétaire Général de l'UPC, leader prestigieux du peuple kéroukourais et artisan de l'indépendance. C'est encore Ahidjo qui mit au point sous la dictée de l'impérialisme français le plan qui devait aboutir à l'empoisonnement à Genève de Félix Roland Moumié.

Considérant la fascisation de plus en plus scandaleuse du régime Ahidjo,

Considérant que les 3 exécutions sont un crime contre l'indépendance, la liberté et la dignité du peuple kéroukourais.

Considérant que Ernest Ouandié et les autres patriotes ont lutté conséquemment et inébranlablement pour une véritable indépendance du Kéroukour.

Les participants au meeting de soutien à la lutte des peuples africains tenu le 16/1/71.

Condamnent avec indignation le nouveau crime odieux que vient de commettre l'impérialisme français par la main de son valet Ahidjo.

Rendent un hommage solennel à la glorieuse mémoire d'Ernest Ouandié et de ses camarades de combat.

Sont convaincus que l'impérialisme et ses valets seront balayés et que la lutte du peuple kéroukourais triomphera inévitablement.

POMPIDOU EN TOURNÉE CHEZ LES FANTOCHES

Pompidou va partir pour un grand voyage à travers l'Afrique. On a l'habitude de ces grands voyages présidentiels qui servent surtout à affirmer le prestige de la France Gaulliste, à grands coups de discours percutants, depuis le "Vive le Québec libre" au Canada, jusqu'au "mano en la mano" en Amérique latine, en passant par le discours de Phnom Penh. Cette fois-ci, Pompidou, grand commis de l'impérialisme français, après avoir été celui de la banque Rothschild, est assez inquiet pour ses actions en Afrique. En effet, la lutte des peuples africains rend précaire la domination des fantoches de l'impérialisme français en Afrique, d'autre part, l'impérialisme américain a un peu trop tendance, à son goût, à mettre son nez dans la chasse-gardée française en Afrique. Or l'impérialisme français ne peut pas survivre sans les pays d'Afrique : ça lui permet d'acheter des matières premières à prix réduit et aussi d'écouler ses fabrications, mais cette fois-ci à prix fort.

Il suffit de suivre l'itinéraire africain de Pompidou. Il ira

d'abord en Mauritanie : il y a un des premiers gisements de fer du monde, et il est bien plus intéressant pour les patrons français d'importer du fer mauritanien que d'exploiter celui de Lorraine. Après la Mauritanie, le Cameroun, où Edea est un des fiefs des trusts français de l'aluminium, Pechiney et Ugine. Enfin, le Gabon, un des premiers producteurs de manganèse du monde, et du manganèse, il n'y en a pas en France. Entre deux pays producteurs de matières premières industrielles, Pompidou visitera des pays, comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire, où il y a une importante bourgeoisie aisée : il vaut mieux pour les patrons français, que ces gens-là achètent des produits français plutôt qu'américains. Voilà ce que Pompidou va chercher en Afrique.

DES SUBVENTIONS POUR LES FANTOCHES

Maintenant, il n'y va pas les mains vides. Il a les poches bien remplies, et il y en a pour tout le monde. Pour les dirigeants des

pays visités d'abord, les fantoches africains et la nouvelle bourgeoisie que la France a mise en place au moment de la "décolonisation" : Pompidou leur amène 130 milliards de francs, le budget des Affaires Etrangères pour l'Afrique. Ils pourront se le répartir à leur guise : des lycées pour leurs enfants (les fils du peuple, eux, restent analphabètes), des immeubles luxueux pour la nouvelle bourgeoisie (le peuple lui, vit dans des bidonvilles) etc... C'est le prix qu'il faut payer les nombreux services rendus par ces gens là à l'impérialisme français.

DES FUSILS CONTRE LE PEUPLE

Dans sa distribution, Pompidou n'a pas non plus oublié les peuples des pays visités. Pour eux, il a prévu 16.000 hommes, les soldats de la 11^e division d'intervention. Cette division, stationnée dans le sud-ouest, est mobilisée pratiquement 24 heures sur 24, prête à s'envoler et à être parachutée en Afrique à la demande du premier fantoche

local venu. En plus de ces 16.000 hommes, l'armée colonialiste française occupe plusieurs bases en Afrique même : Dakar (Sénégal), Abidjan (Côte d'Ivoire), Fort-Lamy (Tchad), Diego-Suarez (Madagascar) et Djibouti. Ces troupes ont déjà fait leurs preuves : ce sont elles qui ont été envoyées "rétablir l'ordre" à Djibouti en 1966, où la révolte a été noyée dans le sang. Ce sont aussi plus de 2.000 d'entre eux qui sont détachés au Tchad, contre les combattants du Frolinat. Ce sont sans doute aussi eux qui sont intervenus récemment en Côte d'Ivoire pour y donner un coup de main au fantoche Houphouët Boigny en difficulté.

Pompidou a bien entendu choisi de rendre visite aux plus réactionnaires des fantoches africains. Par exemple, il va soutenir au Cameroun le fasciste Ahidjo qui vient d'assassiner le militant nationaliste Ouandié ; du reste, juste avant de rendre la sentence, Ahidjo était à Paris, c'est sans doute un hasard.

L'impérialisme français est vraiment un des bastions de la

réaction en Afrique. Il ne faut pas oublier que la France maintient encore des colonies en Afrique : le territoire des Afars et des Issas (Djibouti) et l'île de la Réunion. La France ne s'y maintient qu'au prix de massacres et de corruptions. Le gouvernement français est aussi un des pays sur lesquels peuvent compter les régimes colonialistes. La France livre des armes au Portugal qui maintient à grand peine des colonies en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau ; c'est aussi le Portugal qui vient de monter une vaste agression armée contre la Guinée. Enfin, la France est un des premiers fournisseurs d'armes des racistes d'Afrique du sud, où la ségrégation raciale est la loi. Mais l'impérialisme français, comme tous les autres impérialismes, n'en a plus pour longtemps. Le mouvement de libération s'étend en Afrique. Au Tchad, dans les pays sous domination portugaise, de vastes régions sont libérées. En Afrique aussi, les années 70 seront de grandes années de lutte et de victoire.

Le peuple américain et les autres peuples du monde enterreront l'impérialisme US

Le mythe de "l'Amérique" pure et prospère est en train de s'écrouler. L'Amérique toujours prête à se précipiter au secours de la veuve et de l'orphelin, qui faisait l'admiration de nos "anciens combattants" : s'ils n'avaient pas été là en 40, où serions-nous ? Aujourd'hui, la barbarie des troupes US au Vietnam éclate au grand jour : au procès du massacre de Song-My, des soldats et des officiers ont défilé à la barre pour décrire comment ils avaient mitraillé de sang-froid des femmes, des enfants et des vieillards réfugiés dans un fossé. Un soldat a même expliqué comment il avait abattu un gosse dans les bras de sa mère : "C'était un Vietcong, et j'avais peur qu'il soit bourré d'explosif." Mais tout ça n'est rien : une association d'anciens combattants US vient de dire que Song-My n'était qu'un cas isolé parmi des centaines d'autres. Les américains au Vietnam sont pires que les nazis : tous les massacres que dénonçait le F.N.L. il y a quelques années, notre mot d'ordre "Yankee-nazi" lancé il y a 4 ans, faisaient à l'époque sourire la presse bourgeoise. Aujourd'hui, plus personne ne peut défendre le contraire.

LA LUTTE DU PEUPLE AMERICAIN CONTRE LE CAPITALISME VA DE L'AVANT

Un autre système s'écroule. C'est celui de l'Amérique bastion de la paix sociale et de la prospé-

rité, qui faisait baver d'envie nos hommes de "gauche", de Mitterand à J.J.S.S. Bien sûr, grâce aux surprofits arrachés aux pays du tiers-monde, les impérialistes américains peuvent payer des autos et des frigidaires à une partie de leurs ouvriers ; et une

les 20 millions de noirs américains sous-payés et surexploités. Il ne faut pas oublier que dans ce pays, tout s'achète, depuis le droit de pisser dans un urinoir, jusqu'à celui de faire des études dans une université, qu'il n'y a pas de sécurité sociale ni de

livre de Josue de Castro, paru en 1950 et réédité aujourd'hui. Ce livre révèle que le dr. Schaeffer, du département de la Santé, a affirmé "que la situation de sous-nutrition aux Etats-Unis est aussi grave que celle constatée par des enquêtes récentes dans 6

"S'ILS S'OBSTINENT, CES CANNIBALES, A FAIRE DE NOUS DES HEROS, ILS SAURONT BIENTOT QUE NOS BALLES SONT POUR NOS PROPRES GENERAUX." (1. Internationale).

Le mouvement révolutionnaire a même gagné les troupes qui combattent au Vietnam. Les jeunes noirs ou les jeunes étudiants blancs ne veulent plus servir de chair à canon. A peine débarqués au Vietnam, ils comprennent vite qu'ils ne sont pas là pour "défendre la liberté" comme on le leur avait dit en partant. Ils ressentent vite l'hostilité de toute la population : se ballader en ville est peu recommandé, et si on va dîner dans un restaurant vietnamien on risque de se faire empoisonner. Finalement, ils ont tellement peur qu'ils se terrent dans leurs bases. Ils voient vite ce qu'est la soi-disant "mission civilisatrice" de l'armée américaine : les massacres, la corruption, la prostitution. Ils subissent vite le sadisme et la bêtise de leurs officiers, les ordres stupides : les seuls morts américains pendant la trêve de Noël ont été 9 GI's bombardés par leurs propres troupes.

Aussi, de plus en plus, des soldats refusent d'aller se battre : ils refusent les ordres, ou partent en patrouille, la crosse en l'air et les mots "peace" (paix) écrits sur leur treillis. Il se



Les afro-américains ripostent à la violence fasciste par la violence révolutionnaire.

partie de la classe ouvrière américaine vit encore relativement bien. Mais il y en a aussi beaucoup qui vivent dans des conditions misérables, qui logent dans des taudis et ne mangent pas à leur faim, et en particulier parmi

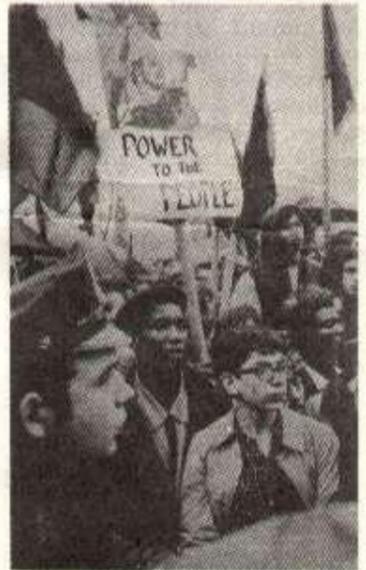
caisse de retraite, mais seulement des systèmes d'assurances privées à prix d'or : aussi le moindre pépin de santé devient une catastrophe.

Récemment, "Le Monde" reproduisait un passage d'un

pays d'Amérique Centrale, Guatemala, Porto-Rico, Panama, Honduras, Nicaragua et El Salvador." Josue de Castro ajoute : "on estime officiellement que 50 millions de personnes, soit le quart de la population nord-américaine, sont mal nourris, et que 20 millions sont de vrais affamés quantitativement et qualitativement, ne disposent pas d'une alimentation suffisante et complète". En 1963, Kennedy lui-même reconnaissait que : "chaque nuit, plus de 10 millions d'américains se couchaient sans avoir mangé".

Et en ce moment, les conditions de vie de la classe ouvrière ne font qu'empirer. D'après les chiffres officiels, il y a cette année 4,6 millions de chômeurs, soit 75 % de plus que l'année dernière. Aussi le mouvement révolutionnaire va-t-il en s'amplifiant. Aux premières lignes, les noirs avec leurs organisations de lutte, comme les Black Panthers : ce sont eux qui portent les coups les plus durs, mais ce sont eux aussi qui sont le plus soumis à la répression. Après les noirs, la révolte a gagné la jeunesse intellectuelle et même certains ouvriers blancs. Deux événements récents caractérisent bien la situation : le 19 décembre, des centaines d'ouvriers et d'étudiants défilaient contre le chômage dans les rues de New-York, en criant : "Ouvriers et chômeurs, unissez-vous", écrasons l'impérialisme !". A la même époque, un attentat détruisait presque entièrement une des grandes raffineries du pays, à Linden.

La situation est tellement intenable pour la bourgeoisie américaine et ses agents, que le 19 janvier, 25.000 policiers de New-York se sont mis en grève. Un policier, interrogé par l'ORTF, a répondu que les flics américains étaient de plus en plus inquiets de leur sort, dans la mesure où les attaques contre eux s'étaient multipliées ces derniers temps. Il a reconnu que les flics n'avaient plus aucune autorité sur la population, et qu'aujourd'hui, les gens discutaient les ordres auxquels ils obéissaient auparavant.



constitue partout, au sein des troupes, des organisations clandestines, : elles distribuent des tracts, organisent la désobéissance et préparent des manifestations. A l'occasion de l'anniversaire de la mort de Luther King, de nombreuses manifestations ont eu lieu, en particulier dans les troupes stationnées en Corée et près de Saïgon. Et quand les officiers s'obstinent, c'est la mutinerie : il y en a de plus en plus et elles sont de plus en plus violentes. Le 8 janvier, à la base de Quang-tri, des soldats noirs ont abattu leurs 2 officiers blancs.

Ca ne fait que commencer. La poignée d'impérialistes yankees sont de plus en plus isolés : ils sont rejetés partout dans le monde, ils sont attaqués dans leur propre pays, et leurs soldats refusent de les suivre. Bientôt, s'il veut poursuivre sa sale politique, Nixon devra prendre lui-même le PM dans les rizières, avant de le prendre, un peu plus tard dans les rues de New-York. Comme disait un jeune soldat noir :

"Ce que j'ai appris ici n'est pas perdu. Ma guerre est aux Etats-Unis. Quand je rentrerai, je quitterai l'armée, mais je saurai bien me servir d'un fusil".

GREVE GENERALE EN GUYANE

Nous avons reçu de l'UEG le communiqué suivant :

Après la grève générale du 5 août 1970, le peuple guyanais déclenche le 19 janvier 1971 une nouvelle grève générale politique.

La clique des oppresseurs colonialistes et impérialistes français, les ennemis du peuple guyanais et leurs laquais intensifient leur criminelle répression.

Ce n'est plus par voiliers que l'impérialisme français pratique la traite moderne des nègres, mais par Jumbo-Jet de 400 places réservées à nos jeunes par les soins du BUMIDOM, organisation scélérate, réactionnaire, chargée du vidage systématique de la Guyane, de ses forces vives afin qu'elles servent de main d'œuvre à bon marché. Le bandit Vignon laquais des colonialistes français et négrier notoire des capitalistes, organise sans vergogne le racolage de la main d'œuvre, le chantage politique, la fraude électorale, le sabotage de l'économie guyanaise.

TRAVAILLEURS GUYANAIS ANTILLAIS EXILES RASSEMBLEZ-VOUS ET UNISSEZ-VOUS A VOS FRERES EN LUTTE SUR LE SOL NATIONAL CONTRE LA DOMINATION COLONIALISTE FRANCAISE, L'ALIE-NATION CULTURELLE, LE RACISME PERPETRES CONTRE LE PEUPLE GUYANAIS.

Le peuple français lui aussi est lurré. La Guyane, depuis trois siècles, est une nation brimée et pillée. Les fonds envoyés en Guyane sont récupérés sous la forme de produits manufacturés et remplacés entre les mains des banquiers et des capitalistes agent d'un système oppresseur, exploiteur et brutal.

TRAVAILLEURS FRANCAIS ET GUYANAIS VOTRE LUTTE EST COMMUNE. Elle est celle des opprimés, des exploités. Elle rejoint celle de tous les peuples du Tiers Monde et du prolétariat international.

Le niveau des luttes en Guyane est sans cesse croissant. La dernière grève du 5 août en est une preuve, mais ce n'est qu'un début.

INTENSIFIONS LES GREVES GENERALES POLITIQUES !

DENONCONS LES MENEES REACTIONNAIRES COMPLICITES ET LES ESCROQUERIES DU CONSEIL GENERAL !

TRAVAILLEURS GUYANAIS - TRAVAILLEURS FRANCAIS

Le peuple guyanais, déclenche le 19 janvier une grève générale politique.

TRAVAILLEURS GUYANAIS - TRAVAILLEURS FRANCAIS, SOUTENEZ LE PEUPLE GUYANAIS DANS SA JUSTE LUTTE CONTRE LE COLONIALISME POUR LA CONQUETE DE L'INDEPENDANCE NATIONALE.

VIVE LA JUSTE LUTTE DU PEUPLE GUYANAIS !

Union des étudiants guyanais.

LES ŒUVRES DU PRESIDENT MAO A LA LIBRAIRIE POPULAIRE

Vous trouverez les œuvres du Président Mao en vente à la LIBRAIRIE POPULAIRE, 226, rue Duguesclin - 69/Lyon 3^e

Ouverte tous les jours de 12 h 30 à 15 h et de 17 h à 20 h (sauf dimanche)

"Etudier les œuvres du Président Mao, suivre ses enseignements et agir selon ses directives" LIN PIAO



Le mouvement étudiant avec, sans, ou contre l'UNEF ?

L'UNEF, qui, ces derniers temps, n'était qu'une organisation sans influence sur le milieu étudiant et sans prise sur la lutte des classes, est en voie de devenir un groupuscule anti-communiste.

La montée du courant révisionniste et de son appendice trotskyste dans l'UNEF ne peut pas laisser indifférent les Marxistes-Léninistes et tous les étudiants qui veulent lutter résolument contre l'Université bourgeoise.

Cet épisode marque l'approfondissement de la lutte des classes en milieu étudiant. Il illustre clairement que les antagonismes de classes passent par l'Université. A la question "quelle casse servir ?" tous les étudiants n'apportent pas la même réponse.

Alors que le mouvement étudiant cherche son unité dans la volonté de servir la classe ouvrière, le syndicat va chercher à enrôler les étudiants au service de la bourgeoisie.

Mais la transformation définitive de l'UNEF en organisation "syndicale" des étudiants ne marque pas pour autant le déclin du mouvement étudiant.

En grande partie extérieur à l'UNEF avant et pendant mai 68, le mouvement étudiant s'est développé depuis à côté de l'UNEF, désormais c'est contre l'UNEF qu'il se développera.

Alors que les révisios clament que les étudiants veulent avoir les moyens de travailler, alors que les trotskystes cherchent désespérément à entraîner les étudiants dans des luttes revendicatives, la réponse des étudiants révolutionnaires est claire : ils ne veulent plus de l'université bourgeoise ! Ils l'ont montré l'an dernier à Nanterre, Grenoble, Clermont-Ferrand ; ils l'ont montré cette année à Toulouse, Poitiers, Caen.

Ce n'est pas la défense de leurs conditions de vie et de travail qui intéresse aujourd'hui toute une frange d'étudiants, mais le moyen de se lier à la classe ouvrière pour faire la Révolution.

C'est vers ces étudiants, qui peuvent devenir des militants, révolutionnaires, que les marxistes-Léninistes doivent diriger leurs forces.

Les révisios et les trotskystes ne font pas le même choix et on comprend pourquoi. Il existe à l'opposé des révolutionnaires une petite frange d'éléments petits-bourgeois, arriérés mais actifs, incapables de se mobiliser sur autre chose que des "gommes et des crayons" ; ceux-là constituent la clientèle de choix des révisios à l'université.

Entre les deux il existe une couche importante d'éléments moyens, relativement inactifs, sensibles à la fois aux mauvaises conditions de travail et à la crise idéologique du système.

La conquête de cette couche est loin d'être décisive aujourd'hui. Les Marxistes-Léninistes ont commis de graves erreurs en essayant de diriger leurs efforts vers cette catégorie d'étudiants, en prétendant les rallier sur la base de la défense de leurs intérêts au combat du prolétariat. Cette attitude opportuniste provenait d'une sous-estimation de la révolte des étudiants, c'est-à-dire d'une sous-estimation et d'une relative incompréhension de la crise profonde de notre société impérialiste. Elle est inséparable de l'opportunisme qui a marqué notre travail en direction de la classe ouvrière.

Avec des perspectives claires de travail pour rallier et organiser les éléments avancés du prolétariat en vue de l'insurrection armée, il est possible d'envisager un travail correct en direction des étudiants.

Mais les perspectives du passé en direction de la classe ouvrière reposaient sur la volonté de rallier la base "trompée" du P.C.F., en laissant pour compte les éléments les plus exploités, donc les plus combattifs de la classe ouvrière. Incapables de prendre en main sur des bases scientifiques le front principal de la lutte révolutionnaire (le travail en direction de la classe ouvrière), les Marxistes-Léninistes ont été incapables d'élaborer une tactique correcte en direction des étudiants. La politique ambiguë suivie en direction de l'UNEF en fournit la démonstration. A l'analyse scientifique de ce qu'était l'UNEF, on a substitué le volontarisme.

Alors qu'à l'évidence toute une partie du mouvement étudiant luttait à l'extérieur de l'UNEF,



le projet des Marxistes-Léninistes était de réunifier le mouvement étudiant dans l'UNEF. Cette tactique empirique ne tenait aucun compte des réalités. Elle oubliait qu'il existait des bases objectives au désintérêt pour l'UNEF de la majorité des étudiants révolutionnaires.

La ligne opportuniste imputait au spontanéisme — d'ailleurs fort mal caractérisé — le dépérissement de l'UNEF. Elle passait sous silence le fait que la perte d'influence de l'UNEF était antérieure à mai et à la naissance du courant spontanéiste (le petit regain d'influence au mois de mai étant dû essentiellement au fait que l'UNEF a joué le rôle de structure unitaire — et souvent de base matérielle — pour des groupes politiques). Avec la prise de l'UNEF par l'UEC/AJS, c'est une page de l'histoire du mouvement étudiant qui est tournée.

Aujourd'hui syndicat réactionnaire, l'UNEF a joué dans le passé un rôle important dans le mouvement étudiant et dans le développement de la prise de conscience révolutionnaire de la jeunesse intellectuelle.

Il est bon de connaître ce passé, non pour se lamenter sur le sort actuel de l'UNEF, mais parce que l'"expérience historique mérite attention".

Et l'UNEF, c'est déjà de l'histoire !

AU DEBUT DE LA GUERRE D'AGRESSION déclenchée par l'impérialisme français en Algérie, l'UNEF était une organisation très large où coexistaient des éléments de gauche aux idées confuses (la Charte de l'UNEF définissait l'étudiant comme un "jeune travailleur intellectuel") et des éléments réactionnaires.

Les fascistes organisèrent des provocations contre des étudiants algériens, notamment à Montpellier et très vite les élé-

ments les plus progressistes en arrivèrent à l'idée qu'il fallait se séparer des AGE réactionnaires animées par des partisans de l'Algérie française. C'était la fin de la "grande" UNEF.

Dès lors l'UNEF "mino" allait prendre parti de manière claire pour l'indépendance de l'Algérie.

Alors que le P.C.F. développait une ligne pacifiste et chauvine, c'est en grande partie derrière l'UNEF que se rassemblèrent les partisans du FLN. La prise de conscience anti-impérialiste était encore confuse, le désarroi causé par le révisionnisme frayait bien souvent la voie au trotskysme, mais l'essentiel de ce combat fut largement positif.

La guerre d'Algérie avait donné naissance à un processus désormais irréversible, la politisation d'une frange d'étudiants, la naissance de militants qui avaient compris quelques aspects du révisionnisme et qui allaient devenir les cadres du mouvement étudiant.

APRES LA LIBERATION DE L'ALGERIE, les dirigeants de

essor dans la jeunesse intellectuelle. Ce mouvement se développa pour l'essentiel en dehors de l'UNEF. Il rallia par contre un certain nombre de militants UNEF qui avaient su tirer le bilan des échecs de la "gauche syndicale". Vidée de ses meilleurs militants l'UNEF était déjà moribonde quand le PSU en recueillit la direction.

LA RENTREE UNIVERSITAIRE 67/68 se fit dans des conditions déplorables et un profond mécontentement régnait chez les étudiants.

Fin 67, l'UNEF organisa une importante manifestation revendicative réprimée par les flics. Mais ce furent les manifestations anti-impérialistes du 21 février 1968 (celles-là directement politiques) qui annoncèrent vraiment le mois de mai. Bien que le mécontentement des étudiants fût réel, les causes de mai sont dues essentiellement à la crise idéologique du système.

Alors que les Comités Vietnam mobilisaient la jeunesse contre l'impérialisme américain, l'UNEF en était réduite à manifester pour des bourses ou des locaux.

PENDANT LE MOIS DE MAI, l'UNEF eut peut-être la faveur des communiqués et des conférences de presse, son sigle fut utilisé pour appeler aux manifestations, mais son influence sur le mouvement fut infime. Tout au plus l'UNEF se distingua-t-elle en cautionnant l'opération social-démocrate de Charlety.

APRES MAI, l'illusion que l'UNEF pourrait servir de cadre unitaire aux différents groupes politiques ne dura que le temps d'un congrès.

A Marseille (décembre 68) il y eut en fait deux congrès :

- le congrès des Comités d'Action, expression confuse et spontanée de tous ceux qui avaient été dans le mouvement de mai

- un congrès réactionnaire regroupant déjà les révisios et les trotskystes de l'AJS.

Entre les deux il fallut beaucoup d'habileté au PSU pour garder un pied de chaque côté. Dès lors il était clair que le mouvement étudiant se développerait en dehors de l'UNEF. Les deux années qui ont suivi ont accentué ce processus de rupture entre le mouvement étudiant et l'UNEF, pour aboutir à la situation actuelle.

La présence d'une forte délégation ML au congrès d'Orléans s'explique par l'incapacité des Marxistes-Léninistes à comprendre ce processus.

Mais la vie a balayé les illusions que les Marxistes-Léninistes nourrissaient quant à la possibilité de faire de l'UNEF l'organisation étudiante du Front-Uni.

Aujourd'hui les tâches sont claires.

Le mouvement étudiant est une composante importante du mouvement révolutionnaire. Il a gardé deux ans après mai une grande vitalité révolutionnaire.

D'autre part la décomposition de la société impérialiste entraîne la révolte de couches toujours plus jeunes. La relative maturité du mouvement étudiant lui désigne la tâche de contribuer à l'unification du mouvement de la jeunesse révolutionnaire.

Aujourd'hui il est vital pour l'avenir de la révolution :

- Que le potentiel militant des étudiants se dirige vers les CET, les bandes de jeunes, les Ecoles professionnelles où couve l'immense révolte de la jeunesse ouvrière.

- Qu'un nombre toujours plus grand d'étudiants se jette dans la bataille de classes et contribue dans les entreprises à l'édification du parti du prolétariat.

Croix-Rousse: Unité de la population

Le dimanche 24 janvier, le Secours Rouge Croix-Rousse-Caluire (à Lyon) distribue un tract pour soutenir les prisonniers politiques en France, qui ont commencé une grève de la faim pour qu'enfin leur soit reconnu le statut de politique et non de droit commun.

Pendant une demi-heure, tout se passe dans le calme : les commerçants du marché et les passants accueillent le tract avec sympathie. Beaucoup donnent un soutien financier dans le panier tapissé de rouge qui leur est présenté. Encore quelques dizaines de tracts et la distribution sera terminée.

C'est alors qu'interviennent les flics. Un fourgon d'une dizaine de flics débouche. Le chef de brigade, particulièrement agressif et ses sbires se mettent en chasse, bousculent les passants, courent dans le marché, empoignent trois jeunes soupçonnés probablement d'être des assassins gauchistes, professionnels de la subversion, payés par Marcellin, manipulés par la CIA, et aux ordres de Pékin (dixit Marchais et son P.C.F.). Les flics enferment violemment les 3 jeunes dans leur fourgon et continuent le ratissage.

C'était sans compter sur la population de la Croix-Rousse. Immédiatement, le car de police est encerclé. Des explications sont exigées :

"Qu'ont-ils fait, ces jeunes ?"
"Non, ils ne perturbent pas le marché."

"Et la liberté d'expression !"
"Contrôle d'identité ! Faites le ici, sur place !"

"Relâchez-les !"
"Liberté d'expression ! Liberté d'expression !"

"Libérez les jeunes !"

Les quelques flics qui sont restés autour du car sont terrorisés. La foule haineuse les encercle. Le chauffeur klaxonne, pour appeler ses copains mercenaires éparpillés dans le marché. Un homme ouvre la porte du fourgon de police et s'adresse au conducteur :

"Alors, crapule, tu ouvres la porte de ce fourgon ou on te casse la gueule !"

A ce moment, les flics qui ratissaient encore reviennent. Une commerçante indignée s'adresse au chef de brigade, et lui demande de libérer les jeunes qui ne faisaient aucun mal. Une violente bourrade de la part du flic fasciste : telle est la réponse.

La population est de plus en plus nombreuse (plusieurs centaines de personnes), et de plus en plus en colère. Les flics appellent du renfort à la radio et sortent leurs matraques. Ils frappent quelques personnes au hasard. Un homme qui faisait ses courses est violemment frappé à coups de matraque sur la tête. Il

AMIENS : A PROPOS D'UN BAL UEC TRANSFORMÉ EN BAL POPULAIRE

Le 18 novembre dernier, l'UEC organise un bal commercial pour étudiants. Il ne se déroule pas comme d'habitude : la soirée mondaine fut transformée en bal populaire où s'amuseront les jeunes ouvriers et les étudiants. Cela fut le résultat de l'intervention au sein du bal des étudiants révolutionnaires et de la jeunesse des quartiers populaires.

Suite à des premiers contacts noués lors d'un collage en plein jour du Secours Rouge, dans le cadre de la campagne Geismar, collage qui suscita l'intérêt et la sympathie des jeunes du quartier pour Geismar, "entoulé pour avoir appelé à riposter coup pour coup aux flics", les militants de la cause du Peuple prennent l'initiative d'une intervention au bal de l'UEC sur les thèmes "entrée gratuite pour le peuple", "à bas les bals étudiants, bal populaire". Nous nous rallions à cette initiative à laquelle des camarades participent activement.

Cette initiative était juste : le bal fut un succès.

Les jeunes se mobilisent avec enthousiasme pour cette action. Si les perspectives politiques ne sont pas tout à fait claires, l'intervention est sérieusement préparée. Son but : les jeunes doivent entrer gratuitement au bal. On décide d'agir de façon coordonnée, on fixe les responsables, on accepte une discipline. Tout cela de façon à agir efficacement et éviter les provocations.

D'entrée, les révisos se démasquent :

— Ils hésitent : ils accordent l'entrée puis la refusent. Quelques coups de poing sont échangés. Les révisos comprennent qu'on vient pour s'amuser mais qu'on est pas des rigolos.

— Notre but n'étant pas de massacrer les révisos, on entre facilement par les issues de secours. Les révisos s'inclinent et se tiennent tranquilles un moment.

L'entrée est maintenant gratuite, tout le monde — étudiants et jeunes ouvriers — est content. Mais les révisos tiennent le bar et veulent continuer leur opération financière sur la boisson. On les chasse du bar et on met en circulation quelques cannettes.

Les révisos tentent alors une ultime manœuvre. Ils veulent saboter le bal en faisant pression sur l'orchestre "si vous voulez votre fric, arrêtez de jouer". C'est un échec, l'orchestre refuse. Il jouera gratuitement. Quelques interventions sont faites au micro sur la répression "Geismar, les diffuseurs de la Cause du Peuple, Hénin Liétard". Les jeunes ouvriers expliquent pourquoi ils sont là, ce qu'ils pensent de l'UEC.

A partir de maintenant, le bal se déroulera dans une bonne ambiance.

CETTE SOIREE FUT LARGEMENT POSITIVE

10 Elle fit avancer l'unité des étudiants révolutionnaires et de la jeunesse ouvrière. Une réunion de bilan eut lieu. Certains jeunes commencèrent à transformer profondément leur conception du monde. Les plus avancés d'entre eux passent de l'attitude de révolte individuelle qui leur permet de se "venger des flics et des bourgeois", à l'attitude révolutionnaire pour détruire le système capitaliste. Il ne s'agit pas seulement de "se révolter" mais de faire la révolution. Nous apprenons auprès de la jeunesse ouvrière ce que c'est que la haine de classe contre la Bourgeoisie, la vie de misère, la vie d'esclave. Une tâche

apparaît peu à peu : il ne s'agit plus seulement de former une bande mais d'édifier un parti révolutionnaire.

20 Les révisos montrent leur vrai visage. Déjà démasqués lors du bal, ils montrent leur vraie nature par un communiqué calomniateur et policier dans la presse locale. Le titre est tout un programme : "une attaque de style fasciste". Ils appellent à la répression contre les diffuseurs de la Cause du Peuple, ils dénoncent les jeunes ouvriers comme des "requis de justice", des "cogneurs professionnels". Ils s'indignent de "l'introduction en terrain universitaire d'individus recrutés dans des milieux louches".

Pour eux, la classe ouvrière est un milieu louche !

30 Les étudiants et les organisations progressistes eurent à choisir : ou les révisionnistes, ou la jeunesse ouvrière. Le choix était clair et simple : la majorité des étudiants, le Secours Rouge dénoncèrent la collusion UEC-flics-administration universitaire.

CETTE SOIREE NE FUT QU'UNE PREMIERE ETAPE

La Cause du Peuple, dont le rôle a été dans l'ensemble positif, ne le comprit pas clai-

rement. Elle commença, du fait de sa ligne opportuniste et spontanéiste, à accumuler les erreurs, perdant ainsi une partie de son influence.

Tout d'abord, se contentant de ce premier succès, elle abandonna son travail d'enquête, elle n'engagea pas la lutte idéologique contre les conceptions erronées, elle ne consacra pas les forces nécessaires pour matérialiser les perspectives politiques dégagées collectivement. Estimant plus importantes d'autres tâches et que l'ensemble du travail sur les jeunes en France était négatif (esprit lumpen, existence de mouchards et d'indics) elle abandonna tout travail politique prolongé, se contentant de maintenir quelques contacts individuels "pour l'occasion".

C'était là une erreur, que nous nous sommes efforcés de ne pas commettre, sans surestimer pour autant l'importance des bandes de jeunes à l'étape actuelle de la lutte révolutionnaire. La situation locale et l'actualité permettent au contraire de développer le travail politique en profondeur. L'enquête se poursuit sur les boîtes où travaillent les jeunes, sur les foyers de jeunes travailleurs, sur les foyers "éducatifs", sur les bandes dans les grands ensembles. La formation politique se fait par des discussions sur l'actualité (répression en Espagne, tempête révolutionnaire en Pologne, le procès d'Hénin Liétard), la lecture et l'étude de la Pensée

MIT (qu'est-ce qu'un communiste ? qu'est-ce qu'un parti révolutionnaire ? que se passe-t-il en Chine ?). L'action politique se poursuivra et s'élargira sur les problèmes de la jeunesse ouvrière (lutte dans les foyers, informations sur les boîtes, lutte contre la répression policière), par la participation à la manif pour les Basques.

LES PERSPECTIVES

Il faut associer toute cette jeunesse en tenant compte de sa situation spécifique (répression plus facile) à l'accomplissement des tâches de la Révolution. Pour cela, il faut que se forme en son sein un solide noyau révolutionnaire ayant une vue claire des tâches actuelles, sachant utiliser l'arme de la pensée MIT dans son combat pour sa libération et la révolution socialiste.

Ce sera un travail de longue durée, qui exige des communistes "qu'ils s'instruisent auprès des masses tout en les éduquant".

Dans l'immédiat, nous porterons nos efforts sur une campagne de masse contre la répression de la jeunesse, avec pour but de resserrer et de forger l'unité de l'ensemble de la jeunesse dans la lutte contre la nature policière de la société capitaliste.

A BAS LA MÉDECINE DE CLASSE!

Tel est le mot d'ordre scandé par 200 femmes psychiatres lundi 18/1 au cours d'une manifestation dans les rues de Paris.

Depuis un mois, les médecins en formation psychiatrique sont entrés en lutte contre la politique de santé du gouvernement. En matière de santé médicale, les choix du pouvoir bourgeois sont de plus en plus clairs : consolider et développer 2 types de soins psychiatriques. D'un côté, on va créer des services dits de "santé" où règneront en maîtres des psychiatres soit disant plus compétents que les autres. On y fera paraître une meilleure médecine qu'ailleurs. Bien sûr, la majorité des crédits iront à ces services, ce qui permettra de construire des locaux corrects, et de bien payer les "super-psychiatres". En vérité, qui va-t-on soigner dans ces services : la Bourgeoisie qui a droit à toutes les sollicitudes, comme d'habitude.

En effet, à côté de ces services de luxe, on va consolider et même aggraver une "sous-psychiatrie" qui existe déjà, avec ses services miteux, ses asiles misérables, véritables poubelles où on va continuer à entasser tous les pauvres qui se mettent à débloquent.

Le syndicat des psychiatres en formation a lancé une série de grèves pour le mois de janvier. Certes, ce syndicat réformiste lutte avant tout pour revaloriser le statut des internes en psychiatrie. Mais au delà de ce corporatisme, les éléments les plus progressistes du bureau ont le mérite d'élargir la lutte au niveau de sa véritable dimension : la politique de santé du pouvoir, qui est entièrement au service de la bourgeoisie. C'est pourquoi il est juste de soutenir leur lutte. A la suite d'un meeting à la Mutualité, les jeunes médecins sont descendus dans la rue, et ont décidé de marcher en cortège jusqu'à Ste Anne pour rallier des internes que la direction avait obligés à travailler, par de somnifères manœuvres. Cette mani-

festation fut un grand succès. Il ne faut pas oublier en effet que la corporation médicale est une des plus réactionnaires qui soient, et qu'elle n'a aucune tradition de lutte de ce style. En tête de la manif, des panneaux où on pouvait lire : "à bas la psychiatrie de classe", "vive la médecine au service du peuple", "cliniques pour les riches, asile pour les pauvres, ça suffit", "Boulin s'occupe de la santé des riches, on va s'occuper de la santé de Boulin" etc... Les flics sont intervenus immédiatement. Après une légère bousculade et un peu de flottement, le cortège s'est ébranlé, complètement canalisé par plusieurs cars qui suivaient au pas la manif. Les flics intervenaient vigoureusement chaque fois que le cortège essayait de descendre du trottoir ou de s'engager dans les rues latérales. De nombreux tracts ont été distribués à la population, dénonçant la médecine de classe. La manifestation s'est terminée par une courte occupation de l'infirmerie spéciale du dépôt, symbole de la psychiatrie policière. A noter que lorsque le cortège est passé devant les usines Deberny-Peignot plusieurs ouvriers qui se trouvaient devant la porte ont levé le poing en signe de solidarité complète.

Bientôt de nouvelles grèves sont prévues. Nous soutenons fermement les jeunes médecins psychiatres dans leur lutte. Toutefois, qu'ils ne perdent pas de vue qu'une véritable médecine au service du peuple, une médecine comme nombre d'entre eux souhaitent la pratiquer, une médecine qui assurera non seulement les soins mais surtout la prophylaxie des maladies mentales, est inconcevable en régime capitaliste. Qu'ils en tirent résolument les conclusions qui s'imposent : c'est-à-dire, rejeter toute illusion réformiste et se ranger résolument au côté des ML pour détruire l'Etat bourgeois et installer la classe ouvrière au pouvoir.

Pas besoin de tracts explicatifs pour eux : la médecine de classe, ils la vivent tous les jours dans leur chair.

Du mouvement des internes en psychiatrie, il faut retenir plus leurs aspects positifs :

LA POLITISATION DU MOUVEMENT. Parti sur une base corporatiste, il a rapidement débouché sur une dénonciation du caractère de classe de la santé. Cette dénonciation faite par les médecins eux-mêmes, dans la rue, est un fait nouveau important, bien qu'encore très limité.

LA RADICALISATION DE LA LUTTE. Il y a quelques mois seulement, on pouvait envisager tout au plus des grèves symboliques. Maintenant il y a des grèves dures, avec refus d'assurer la garde (ce sont les patrons qui sont obligés de se taper tout le boulot). Il y a aussi des manif, des occupations de locaux, ce qui permet à de jeunes médecins de faire leur propre expérience de l'appareil de répression entretenu par la Bourgeoisie, qui coûte un argent fou, alors qu'eux-mêmes travaillent dans des locaux dégueulasses sans aucun crédit.

Mais il y a des aspects moins positifs.

— d'une part, le syndicat des psychiatres en formation manque de fermeté dans la direction des luttes. Ceci explique entre autres les nombreuses hésitations durant la manif : allait-on accepter de se faire canaliser par les flics ? Que faire à l'arrivée à Ste Anne ? Quels locaux occuper ? Doit-on se faire déloger par la force ? Il y a un contraste important entre la fermeté de la base et la mollesse du Bureau syndical.

— d'autre part, et c'est le plus important, il n'y a pas de véritable unité entre ces jeunes psychiatres et le reste des travailleurs de la santé mentale, infirmiers en particulier. Cette unité avec les couches les plus exploitées est la condition fondamentale pour que le mouvement prenne son véritable essor.

autour des révolutionnaires

saïgne. Pris par la haine contre les flics-fafa, il leur propose de les prendre un à un poing nu, et qu'il leur mangera les ... devant tout le monde. Les moqueries fusent de toute part. Un jeune est pris par 3 flics qui le matraquent : il avait les cheveux longs. Mais cela suffit, les pierres commencent à voler. Plus personne ne se laisse matraquer sans réagir. Ces pauvres pantins du maintien de l'ordre bourgeois sont visiblement débordés, terrorisés.

Et puis sirènes, les renforts arrivent, sous forme de 2 cars pleins de CRS et d'une voiture noire avec commissaire de police. Tous ceux qui ont manifesté, un jour ou l'autre à Lyon, le reconnaissent : c'est un grand flic en civil, avec les cheveux blancs, le spécialiste de la lutte anti-populaire. Les CRS chargent. La population recule, et profitant du moment de flottement, les flics foutent le camp, sous les huées et les sifflets des commerçants, des ménagères et des passants. Les 3 jeunes ont été embarqués.

Mais tout n'est pas fini. Spontanément, les gens discutent entre eux :

"C'est dégueulasse ! La liberté d'expression ! Un jour on fera pêter pour de bon ! Y en a marre !"

... de flics, ils sont jamais là

quand on a besoin d'eux ! Et la neige dans la Drôme !"

Une commerçante lance l'idée d'une pétition, pour que la population qui a été témoin de l'intervention des flics fasse connaître le plus possible les méthodes de la police. Immédiatement une lettre de protestation est écrite, lue publiquement et approuvée par des applaudissements. Elle sera signée sous la plaque commémorative de l'insurrection des Canuts. Cette coïncidence sera remarquée par plusieurs personnes qui rappellent que "le Lyonnais, il ne faut pas qu'on l'emmerde trop longtemps". UNE centaine de signatures sont recueillies. Une personne demande que les signataires inscrivent leur âge à côté de la signature, pour faire voir que toutes les générations sont solidaires. La première à signer sera une personne âgée de 73 ans, sous un tonnerre d'applaudissements.

La lettre sera envoyée au maire, au Préfet et au Progrès de Lyon. Ceux qui ont lu le Progrès n'ont qu'à discuter avec les commerçants du marché de la Croix-Rousse : ils comprendront que l'article du Progrès a été écrit par un curieux témoin, peut-être bien le commissaire de police aux cheveux blancs ou bien le chef de brigade fasciste. En tout cas, le Secours Rouge, à la Croix-Rousse, a marqué un bon point.

LA COMMUNE N'EST PAS MORTE

LE MANIFESTE DES COMMUNEUX

(extraits)

Nous sommes communistes, parce que nous voulons que la terre, que les richesses naturelles ne soient plus appropriées par quelques-uns, mais qu'elles appartiennent à la Communauté. Parce que nous voulons que, libres de toute oppression, maîtres enfin de tous les instruments de production : terre, fabriques, etc., les travailleurs fassent du monde un lieu de bien-être et non plus de misère.

Aujourd'hui, comme autrefois, la majorité des hommes est condamnée à travailler pour l'entretien de la jouissance d'un petit nombre de surveillants et de maîtres.

Expression dernière de toutes les formes de servitude, la domination bourgeoise a dégagé l'exploitation du travail des voiles mystiques qui l'obscurcissaient ; gouvernements, religions, famille, lois, institutions du passé, comme du présent, se sont enfin montrés, dans cette société réduite aux termes simples de capitalistes et de salariés, comme les instruments d'oppression au moyen desquels la bourgeoisie maintient sa domination, contient le Proletariat.

Prélevant pour augmenter ses richesses tout le surplus du produit du travail, le capitaliste ne laisse au travailleur que juste ce qu'il lui faut pour ne pas mourir de faim.

Maintenu par la force dans cet enfer de la production capitaliste, de la propriété, il semble que le travailleur ne puisse rompre ses chaînes.

Mais le Proletariat est enfin arrivé à prendre conscience de lui-même : il sait qu'il porte en lui les éléments de la société nouvelle, que sa délivrance sera le prix de sa victoire sur la bourgeoisie et que, cette classe anéantie, les classes seront abolies, le but de la Révolution atteint.

Nous sommes communistes, parce que nous voulons arriver à ce but sans nous arrêter aux moyens termes, compromis qui, ajournant la victoire, sont un prolongement d'esclavage...



Nous sommes révolutionnaires autrement Communeux, parce que voulant la victoire, nous en voulons les moyens. Parce que, comprenant les conditions de la lutte, et voulant les remplir, nous voulons la plus forte organisation de combat, la coalition des efforts, non leur dispersion, mais leur centralisation.

Nous sommes révolutionnaires, parce que, pour réaliser le but de la Révolution, nous voulons renverser par la force une société qui ne se maintient que par la force. Parce que nous savons que

la faiblesse, comme la légalité, tue les révolutions, que l'énergie les sauve. Parce que nous reconnaissons qu'il faut conquérir ce pouvoir politique que la bour-

geoisie garde d'une façon jalouse, pour le maintien de ses privilèges. Parce que dans une période révolutionnaire, où les institutions de la société actuelle

devront être fauchées, la dictature du prolétariat devra être établie et maintenue jusqu'à ce que, dans le monde affranchi, il n'y ait plus que des citoyens égaux de la société nouvelle.

Mouvement vers un monde nouveau de justice et d'égalité, la Révolution porte en elle-même sa propre loi et tout ce qui s'oppose à son triomphe doit être écrasé.

Nous sommes révolutionnaires, nous voulons la Commune, parce que nous voyons dans la Commune future, comme dans celles de 1793 et de 1871, non la tentative égoïste d'une ville, mais la Révolution triomphante dans le pays entier : la République communeuse. Car la Commune, c'est le prolétariat révolutionnaire armé de la dictature, pour l'anéantissement des privilèges, l'écrasement de la bourgeoisie.

La Commune, c'est la forme militante de la Révolution sociale. C'est la Révolution debout, maîtresse de ses ennemis. La Commune, c'est la période révolutionnaire d'où sortira la société nouvelle.

La Commune, ne l'oublions pas non plus, nous qui avons reçu charge de la mémoire et de la vengeance des assassinés, c'est aussi la revanche.



SOLDATS DE LA COMMUNE. — ÉCLAIRAGE DE LA COMMUNE A L'HÔTEL DE VILLE. — 1871

REPERES HISTORIQUES

1870

4 septembre : La bourgeoisie française vient de perdre la guerre impérialiste engagée par Napoléon III. Paris s'insurge et proclame la République. En échange d'une promesse de résistance à l'invasion, les insurgés acceptent la formation du gouvernement bourgeois de "Défense Nationale". De son côté, le gouvernement ne peut faire autrement que laisser Paris prendre les armes.

31 octobre : pour empêcher le gouvernement de capituler, la foule envahit l'Hôtel de Ville aux cris de "Vive la Commune". C'est un premier coup de semonce.

1871

28 janvier : après trois mois du siège de Paris, la capitulation est signée. Après une guerre impérialiste dont l'ouvrier ne voulait pas, la bourgeoisie trahit la résistance à l'invasion voulue par l'ouvrier.

8 février : élection d'une chambre réactionnaire qui doit signer la paix.

1^{er} mars : entrée des Prussiens à Paris qui en ressortent trois jours plus tard pour occuper les forts de l'est.

Paris est trahi. Il ne reste plus à la bourgeoisie qu'à désarmer les ouvriers. Mais les bataillons nationaux se fédèrent et élisent un Comité Central.

18 mars : monsieur Thiers, chef du gouvernement, donne l'ordre de désarmer Paris. La

réponse est immédiate : c'est l'insurrection, et le gouvernement doit s'enfuir à Versailles, avec les bribes de son armée.

Le Comité Central qui a pris la tête du mouvement populaire décide de l'élection d'une Commune à Paris au lieu de marcher sur Versailles pour y écraser la réaction.

26 mars : élection de la Commune de Paris. Elle est procla-

Aux portes de Paris, la canonnade va devenir permanente. Les fédérés y perdront une partie de leurs meilleures troupes.

22 mai - 28 mai la Semaine Sanglante : les Versaillais entrent à Paris par surprise. Les ouvriers parisiens vont leur opposer une résistance acharnée mais la défense, menée sans plan d'ensemble, est vouée à l'échec. Paris



mée solennellement deux jours plus tard. Paris attend des villes de province qu'elles élisent chacune leur commune. Quelques-unes y apparaîtront mais seront vite écrasées.

3 avril : les Versaillais ont réorganisé leur armée et attaqué les alentours de Paris, fusillant tous les prisonniers. La Commune décide une sortie contre Versailles mais, mal préparée et déjà tardive, elle échoue.

est pris et noyé dans le sang de 30 000 cadavres, la plupart du temps exécutés sommairement.

Jusqu'en 1875

40 000 procès menés par les Conseils de guerre suivis de nombreuses exécutions et déportations. Le Mouvement Ouvrier français est décapité mais, dès 1876, il commence à se réorganiser.

L'ŒUVRE POLITIQUE ET SOCIALE

25 mars : élections des membres de la Commune (ouvriers ou représentants reconnus des ouvriers) dans les 20 arrondissements.

— ils sont RESPONSABLES
— ils sont IMMEDIATEMENT REVOCABLES

30 mars : suppression de l'armée permanente, remplacée par le peuple en armes (même chose pour la POLICE)

1^{er} avril : le traitement maximum des fonctionnaires ne peut dépasser celui d'un bon ouvrier, quelle que soit la fonction.

5 avril : décret sur les otages promulgué en réponse aux exécutions sommaires des communards par les versaillais. Les versaillais continuèrent à fusiller, et les otages furent sains et saufs. Le décret ne sera appliqué qu'au dernier moment, quant tout était perdu.

6 avril : la Garde Nationale brûle la guillotine publiquement au milieu de la joie populaire.
appels à la province
abolition du serment politique

LUTTE CONTRE LA DOMINATION IDEOLOGIQUE DE LA BOURGEOISIE

2 avril : séparation de l'Eglise et de l'Etat suppression du budget des cultes.

8 avril : laïcisation de l'enseignement et des orphelinats. Sur les lieux d'enseignement ordre de bannir "crucifix, et autres symboles, images, prières, dogmes, qui offensent la liberté de conscience."

5 mai : décision de destruction de la chapelle expiatoire de Louis XVI

16 mai : destruction de la colonne Vendôme, symbole napoléonien du chauvinisme et du militarisme.

INTERNATIONALISME

18 mars : le drapeau rouge flotte sur l'Hôtel de Ville.

30 mars : les étrangers élus à la Commune sont confirmés dans leurs fonctions.

L'ŒUVRE SOCIALE

Pour la 1^{ère} fois école gratuite, laïque, obligatoire

Mise sur pied de l'enseignement professionnel

29 mars : restitution gratuite des biens engagés au Mont de Piété (appliquée le 7 mai).

30 mars : remise aux locataires des 3 derniers termes "attendu qu'il est juste que la propriété fasse sa part de sacrifices"

16 avril : recensement des ateliers abandonnés par les patrons qui seront repris par les associations ouvrières.

24 avril : réquisition des appartements vacants au profit des sinistrés des bombardements.

suppression des saisies immobilières.

28 avril : interdiction du travail de nuit dans les boulangeries.

abolition du système des "amendes"

suppression des bureaux de placement privés (utilisés par les patrons pour la répression des ouvriers)

suppression des gros traitements. Augmentation des bas salaires.

encouragement aux coopératives de production.